

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite officielle au Sultanat d'Oman

P 16

LES GISEMENTS COMMUNS ENTRE L'ALGÉRIE ET LA LIBYE

De gigantesques réserves transfrontalières à valoriser

À des centaines de kilomètres des grands centres urbains, dans les étendues désertiques qui séparent l'Algérie et la Libye, se trouve l'un des ensembles énergétiques les plus prometteurs d'Afrique du Nord. Les gisements d'Alrar, côté algérien, et d'Al-Wafaa, côté libyen, recèlent un potentiel considérable encore largement sous-exploité. Reliés par une même structure géologique souterraine, ces deux champs constituent aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour les deux pays, mais aussi pour l'ensemble du marché énergétique méditerranéen. P 3

COLLECTE DES PEAUX DE MOUTONS

La campagne nationale couronnée de «succès»



La campagne nationale de collecte et de valorisation des peaux de moutons de l'Aïd El-Adha a enregistré cette année des résultats particulièrement encourageants, au point d'être qualifiée de « succès retentissant » par Hayat Achour, directrice générale du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE).

P 2

HYDROCARBURES

Alger et Bakou renforcent leur partenariat stratégique

L'Algérie et l'Azerbaïdjan franchissent une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations énergétiques. Plus de trois ans après sa signature, le mémorandum d'entente de coopération dans le domaine du pétrole et du gaz entre les deux pays a été officiellement ratifié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers un décret publié au Journal officiel n°38.

P 5

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement du programme « Sanâa »

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a annoncé hier à Alger le lancement officiel du programme national « Sanâa », une nouvelle initiative destinée à promouvoir les métiers techniques et manuels auprès des jeunes et à renforcer leur insertion professionnelle.

P 2



SPÉCIALISÉE DANS LES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

AYRADE ouvre son capital à la Bourse d'Alger P 2

ÉNERGIE

L'investissement mondial atteindra 3 400 milliards de dollars en 2026 P 5

PIÈCES DE RECHANGE AUTOMOBILES

Appel à faire d'Aïn M'lila un pôle industriel spécialisé P 4

SAISON ESTIVALE
Mobilisation générale pour des plages «propres»

À quelques jours du lancement de la saison estivale, les pouvoirs publics ont déjà enclenché un vaste plan d'action intersectoriel destiné à préserver la propreté des plages, des forêts récréatives et des espaces verts à travers le pays. Coordonnée par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, cette démarche associe plusieurs organismes, dont le Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), l'Agence nationale des déchets (AND) et le Commissariat national du littoral.

Dans ce cadre, de grandes campagnes de nettoyage sont actuellement menées avec la participation des Scouts musulmans algériens, des associations de la société civile et de nombreux bénévoles, notamment des enfants et des jeunes. L'objectif est de préparer les sites touristiques à l'accueil des estivants tout en renforçant la culture environnementale auprès des citoyens. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale, la directrice générale du CNFE, Hayat Achour, a souligné que « le travail de préparation de la saison estivale a commencé bien avant l'arrivée des vacanciers grâce à une coordination étroite entre les différents acteurs concernés ». Elle a ajouté que « la préservation de la propreté des plages et des espaces naturels est une responsabilité collective qui nécessite l'implication de tous les citoyens ». Parallèlement aux opérations de terrain, une importante campagne de sensibilisation a été déployée à travers les médias audiovisuels et les réseaux sociaux. Des spots de communication sont diffusés afin de lutter contre les comportements nuisibles à l'environnement, notamment les abandons sauvages de déchets sur les plages et dans les sites touristiques. Pour Hayat Achour, l'enjeu dépasse la simple propreté des lieux de villégiature. « Nous cherchons à instaurer un changement durable des comportements et à faire de la protection de l'environnement un réflexe quotidien », a-t-elle affirmé. Une ambition qui s'inscrit dans la stratégie nationale visant à promouvoir un tourisme plus respectueux de l'environnement et à améliorer durablement le cadre de vie des citoyens.

S. R.

COLLECTE DES PEAUX DE MOUTONS

La campagne nationale couronnée de «succès»

La campagne nationale de collecte et de valorisation des peaux de moutons de l'Aïd El-Adha a enregistré cette année des résultats particulièrement encourageants, au point d'être qualifiée de « succès retentissant » par Hayat Achour, directrice générale du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE).

Par S. R.

Cette réussite témoigne à la fois de l'évolution des mentalités, de l'efficacité de la coordination intersectorielle et de l'ancrage progressif des principes de l'économie circulaire dans les pratiques citoyennes. Selon Mme Achour, ce bilan positif est le fruit d'une préparation anticipée et d'une mobilisation sans précédent de plusieurs secteurs ministériels, notamment ceux de l'Environnement, de l'Industrie, de l'Intérieur et du Commerce. « Cette campagne a bénéficié d'une forte synergie entre les différents acteurs institutionnels, associatifs et économiques, ce qui a permis d'obtenir des résultats très satisfaisants sur le terrain », a-t-elle souligné sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale. Cette dynamique collective a permis de faire de l'opération une véritable référence en matière de mobilisation citoyenne et de valorisation des ressources. Elle illustre la capacité de différents acteurs à conjuguer leurs efforts pour transformer une matière souvent négligée en une ressource stratégique au service de l'industrie nationale du cuir, de la protection de l'environnement et de la création de richesse. La sensibilisation a constitué l'un des principaux leviers de cette réussite. Lancée depuis la Grande Mosquée d'Alger (Djamaâ El-Djazair), la campagne a bénéficié de l'implication des imams à travers les prêches du vendredi et les activités religieuses organisées avant l'Aïd. Cette démarche a permis de transmettre un message clair aux citoyens : la peau de mouton ne doit plus être considérée comme un simple déchet, mais comme une

ressource économique à forte valeur ajoutée susceptible d'alimenter l'industrie nationale du cuir. « Nous avons insisté sur la nécessité de préserver la qualité des peaux dès l'opération de sacrifice, en évitant les déchirures lors du dépouillement et en utilisant le sel pour assurer leur conservation », a expliqué Hayat Achour. Elle a rappelé que d'importantes quantités de sel avaient été mises à disposition grâce à la contribution du secteur industriel afin de faciliter cette opération. Sur le terrain, la logistique déployée a joué un rôle déterminant dans le succès de la campagne. Un réseau national de points de collecte a été mis en place à travers les communes du pays. Le groupe public GITEX, spécialisé dans l'industrie du cuir, a mobilisé l'ensemble de ses 17 filiales pour assurer la récupération, le transport et la valorisation des peaux collectées. Les Centres d'enfouissement technique (CET), les collectivités locales ainsi que les entreprises de collecte des déchets ont également contribué au bon déroulement de l'opération. Les premiers indicateurs font ressortir une nette amélioration de la propreté urbaine durant les jours de l'Aïd. Les rejets anarchiques de peaux dans les rues et les espaces publics ont sensiblement diminué dans plusieurs wilayas, notamment dans les régions du Nord et des Hauts Plateaux. « Nous avons constaté une implication remarquable des citoyens qui ont participé aux opérations de nettoyage aux côtés des agents de propreté, ce qui a contribué à préserver le cadre de vie et à limiter les nuisances environnementales », a affirmé Mme Achour.

Ce résultat s'inscrit dans une vision plus globale portée par le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, visant à accélérer la transition vers une économie circulaire fondée sur la valorisation des déchets et la création de nouvelles opportunités économiques. Pour Hayat Achour, la gestion des peaux de moutons constitue un exemple concret de cette nouvelle approche. « Nous passons progressivement d'un modèle basé sur l'enfouissement à un modèle fondé sur la récupération et la valorisation des matières premières issues des déchets », a-t-elle indiqué. Dans cette perspective, plusieurs dispositifs ont été mis en place afin d'encourager l'entrepreneuriat vert et l'investissement dans les filières du recyclage. Les autorités misent notamment sur la simplification des procédures d'octroi des licences de collecte et de transport des déchets ainsi que sur le développement de plateformes numériques dédiées à l'accompagnement des investisseurs environnementaux. Les jeunes porteurs de projets sont ainsi encouragés à créer des micro-entreprises dans des activités nécessitant peu d'investissements initiaux, mais offrant un potentiel important de création de valeur et d'emplois. Parallèlement, le CNFE poursuit ses missions de formation et de sensibilisation à travers son réseau national de Maisons de l'environnement. L'établissement accompagne les collectivités locales, les cadres des administrations, les acteurs économiques et les associations dans l'appropriation des bonnes pratiques liées à la gestion moderne des déchets, à la préservation de l'environnement et à l'adaptation aux changements climatiques.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Lancement du programme « Sanâa »

Par Z. R.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a annoncé hier à Alger le lancement officiel du programme national « Sanâa », une nouvelle initiative destinée à promouvoir les métiers techniques et manuels auprès des jeunes et à renforcer leur insertion professionnelle. Placée sous le slogan « Qu'attends-tu pour apprendre un métier ? », cette initiative constitue, selon la ministre, la première démarche nationale de formation professionnelle spécifiquement orientée vers les jeunes âgés de 15 à 27 ans, incluant les élèves scolarisés, les étudiants universitaires ainsi que les jeunes en quête d'une qualification professionnelle. À travers ce programme, le secteur ambitionne de rapprocher davantage la formation

des besoins réels du marché du travail tout en offrant aux jeunes des compétences pratiques rapidement mobilisables dans le monde professionnel. La ministre a précisé que le programme repose sur six spécialités professionnelles jugées prioritaires au regard des besoins actuels du marché national. Il s'agit de la peinture, de l'électricité du bâtiment, du plâtrage et des travaux en plaques de plâtre (BA13), de la plomberie, de la soudure ainsi que du froid et de la réfrigération. La ministre a souligné que ces filières ont été sélectionnées en raison de leur forte demande dans plusieurs secteurs économiques et de leur capacité à offrir des perspectives d'emploi rapides aux jeunes. Le programme privilégie une approche pratique basée sur la formation sur le terrain, l'apprentissage des gestes professionnels et l'accompagnement direct des stagiaires afin de

leur permettre d'acquérir des compétences immédiatement exploitables. Parmi les principales annonces faites par la ministre figure également l'orientation du programme vers la création d'opportunités d'emploi durables. Le dispositif vise non seulement à faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires dans les entreprises et les chantiers, mais également à encourager l'auto-emploi et la création de microentreprises dans les métiers techniques et artisanaux. Par ailleurs, la ministre a annoncé que les inscriptions au programme « Sanâa » sont ouvertes à l'échelle nationale à partir du 31 mai 2026 (hier, nldr) et se poursuivront jusqu'au 4 juin 2026 via une plateforme numérique dédiée à cet effet. Les centres de formation professionnelle accueilleront ensuite les stagiaires du 15 juin au 30 juillet 2026 dans l'ensemble des wilayas du pays.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES GISEMENTS COMMUNS ENTRE L'ALGÉRIE ET LA LIBYE

De gigantesques réserves transfrontalières à valoriser

À des centaines de kilomètres des grands centres urbains, dans les étendues désertiques qui séparent l'Algérie et la Libye, se trouve l'un des ensembles énergétiques les plus prometteurs d'Afrique du Nord. Les gisements d'Alrar, côté algérien, et d'Al-Wafaa, côté libyen, recèlent un potentiel considérable encore largement sous-exploité. Reliés par une même structure géologique souterraine, ces deux champs constituent aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour les deux pays, mais aussi pour l'ensemble du marché énergétique méditerranéen.

Par Selma R.

Longtemps perçus comme deux gisements distincts, Alrar et Al-Wafaa forment en réalité un unique réservoir transfrontalier. Des études techniques menées par le cabinet américain DeGolyer and MacNaughton ont confirmé dès 2006 que les hydrocarbures contenus sous cette partie du bassin de Ghadamès s'étendent naturellement de part et d'autre de la frontière. Cette découverte a profondément modifié la perception de la région, révélant l'existence d'un vaste patrimoine énergétique partagé entre Alger et Tripoli. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », Le potentiel de cette zone est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit au cœur du bassin de Ghadamès, l'une des provinces pétrolières et gazières les plus riches du continent africain. Selon les estimations, ce bassin renferme près de 50 trillions de pieds cubes de gaz naturel et environ 3,5 milliards de barils de pétrole récupérables. Une partie importante de ces ressources est concentrée autour des structures géologiques qui alimentent les champs d'Alrar et d'Al-Wafaa, faisant de cette région frontalière un véritable trésor énergétique.

Du côté algérien, le champ d'Alrar s'est progressivement imposé comme l'un des piliers de la production gazière nationale. Situé dans la wilaya d'Illizi, il dispose de réserves estimées à près de 132 milliards de mètres cubes de gaz. Consciente de l'importance stratégique de ce gisement,

Sonatrach a engagé ces dernières années un vaste programme de modernisation visant à accroître ses capacités de traitement et de production. Les investissements consentis, dépassant le milliard de dollars à travers plusieurs phases d'extension, ont permis d'augmenter significativement la capacité de production du site, qui atteint aujourd'hui près de 24,7 millions de mètres cubes de gaz par jour. Cette montée en puissance a renforcé la contribution d'Alrar à l'approvisionnement du marché national ainsi qu'aux exportations algériennes vers l'Europe. Face à lui, le champ d'Al-Wafaa représente l'un des actifs énergétiques majeurs de la Libye. Exploité par Mellitah Oil & Gas, coentreprise associant la National Oil Corporation (NOC) et le groupe italien Eni, le gisement produit actuellement environ 37 000 barils de pétrole par jour en plus de volumes importants de gaz naturel.

Une partie de cette production alimente notamment le gazoduc Greenstream reliant la Libye à l'Italie. Malgré les perturbations provoquées par les années d'instabilité politique, Al-Wafaa conserve un potentiel de développement considérable qui pourrait être pleinement valorisé dans un contexte de retour progressif à la stabilité.

L'histoire récente de ces deux gisements illustre également les défis de la gestion des ressources transfrontalières. Pendant plusieurs décennies, les divergences politiques et les difficultés liées au partage des richesses ont freiné toute coopération

d'envergure. La situation a toutefois évolué avec la signature, en janvier 2018, d'un accord-cadre entre Sonatrach et la NOC. Cet accord a permis de relancer les études conjointes sur le réservoir commun et d'ouvrir la voie à une meilleure coordination dans l'exploitation de cette richesse partagée.

Alrar et Al-Wafaa apparaissent aujourd'hui comme les symboles d'un potentiel encore largement inexploité. Dans un contexte mondial marqué par la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique et par la montée de la demande gazière, ces deux champs pourraient jouer un rôle déterminant dans le renforcement de la sécurité énergétique régionale.

Pour l'Algérie, dont les infrastructures gazières figurent parmi les plus développées du continent, la valorisation de ce potentiel représente une opportunité supplémentaire de consolider sa position de fournisseur fiable sur les marchés internationaux.

À terme, la coopération autour des gisements d'Alrar et d'Al-Wafaa pourrait transformer la frontière algéro-libyenne en un véritable pôle énergétique régional. Ce qui apparaît aujourd'hui comme une vaste étendue désertique recèle en réalité l'un des plus importants réservoirs d'hydrocarbures du Maghreb, capable d'alimenter durablement la croissance économique des deux pays et de renforcer leur poids dans les équilibres énergétiques de la Méditerranée.

PARTENARIAT AFRIQUE-CORÉE

Le ministre Attaf à Séoul pour participer à la réunion ministérielle

Le Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, de la Communauté Nationale à l'Étranger et des Affaires Africaines, M. Ahmed Attaf, est arrivé à Séoul, capitale de la République de Corée, pour prendre part aux travaux de la réunion ministérielle du partenariat Afrique-Corée, prévue les 1^{er} et 2 juin, a indiqué hier un communiqué du ministère.

Dépêché par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le chef de la diplomatie algérienne participera à cette rencontre de haut niveau aux côtés de ses homologues africains et du ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Cette réunion sera consacrée à l'évaluation rigoureuse des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations et des conclusions issues du premier Sommet Afrique-Corée, tenu en juin 2024. Les participants se pencheront également sur l'examen des perspectives de développement de ce cadre de coopération, tout en menant les préparatifs nécessaires pour les prochaines échéances bilatérales et multilatérales.

La participation de l'Algérie à ce rendez-vous de Séoul s'inscrit en droite ligne avec son engagement constant à consolider son partenariat stratégique avec la République de Corée, pays ami. Elle témoigne, par ailleurs, de la volonté ferme de l'Algérie de soutenir activement toutes les initiatives visant à orienter le partenariat Afrique-Corée vers la réalisation effective des objectifs de développement et de prospérité économique inscrits dans l'Agenda continental 2063 de l'Union africaine, conclut le communiqué. R E.

SPECIALISÉE DANS LES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES AYRADE ouvre son capital à la Bourse d'Alger

Par Z R.

L'entreprise algérienne AYRADE, acteur de référence dans le domaine du Cloud souverain, annonce l'ouverture de 20 % de son capital à la Bourse d'Alger à travers une opération d'augmentation de capital d'un montant global de 1 milliard de dinars. Objectif : financer sa croissance technologique et consolider sa position sur un marché national en pleine explosion.

Première introduction en Bourse (IPO) d'un opérateur algérien de Cloud souverain, cette opération se déroulera du 1^{er} au 30 juin 2026. Elle portera sur l'émission de 1,25 million d'actions nouvelles au prix unitaire de 800 dinars. Cette démarche marque également une étape symbolique pour la place financière algérienne, qui accueille un acteur issu d'un secteur jugé

stratégique pour la souveraineté numérique du pays.

Fondée en 2009 par Mohamed Lamine Belbachir, AYRADE s'est imposée comme un pilier des infrastructures numériques locales. Aujourd'hui, l'entreprise s'appuie sur plus de 10 000 clients accompagnés ; plus de 100 collaborateurs et l'exploitation de deux datacenters implantés sur le territoire national.

Son portefeuille de services couvre l'ensemble de la chaîne de valeur numérique, allant de l'hébergement de données aux solutions de cybersécurité pour les infrastructures critiques. Cette introduction en Bourse intervient au moment où l'entreprise affiche une excellente santé financière. Le chiffre d'affaires d'AYRADE a plus que doublé, atteignant 416 millions de dinars en 2025 contre 191 millions en 2024. Dans le même temps, l'EBITDA

a progressé pour s'établir à 110 millions de dinars, validant la rentabilité de son modèle économique.

Près de 600 millions de dinars d'investissements d'ici 2028

Selon la notice d'information visée par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), les fonds levés auront une affectation strictement productive. Plus de 593 millions de dinars seront directement consacrés aux investissements sur la période 2026-2028. Ces ressources permettront notamment de financer l'acquisition et le renouvellement des équipements informatiques ; détendre les capacités de stockage et de calcul des datacenters actuels et de renforcer les investissements en Recherche & Développement (R&D).

Pour Mohamed Lamine Belbachir, fondateur, directeur général et président du conseil d'administration d'AYRADE, cette IPO dépasse la simple logique financière.

« AYRADE ouvre son capital sur un marché des services numériques appelé à tripler d'ici 2030. Nous invitons les investisseurs algériens à participer à la construction d'une infrastructure technologique nationale, opérée localement et au service de la souveraineté numérique du pays », a-t-il souligné, indiquant que cette opération est une opportunité concrète d'associer l'épargne des citoyens et des entreprises au développement technologique du pays. « Cette IPO n'est pas seulement un événement financier : c'est l'occasion, pour les Algériens, de financer une infrastructure numérique nationale qui leur appartient », a-t-il conclu.

SAISON ESTIVALE
Le ministère de l'Intérieur appelle les parents à surveiller leurs enfants près des plans d'eau

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a appelé, samedi dans un communiqué, les parents à faire preuve de vigilance et à surveiller en permanence leurs enfants lorsqu'ils se trouvent à proximité de plans d'eau, tels que les oueds, les barrages et les bassins d'irrigation, notamment durant la saison estivale. Ces espaces constituent "un véritable danger pour la sécurité des enfants, en raison de leur profondeur et de la difficulté à évaluer les risques qu'ils présentent", a prévenu le ministère, appelant les parents à "ne jamais laisser les enfants sans surveillance à proximité de ces espaces" et à "leur interdire la baignade dans les lieux non aménagés à cet effet".

Le ministère a également insisté sur "la nécessité pour les parents d'accompagner leurs enfants et de les sensibiliser aux dangers potentiels de ces sites", rappelant que "la protection des vies humaines est une responsabilité collective et la priorité de tous".

APS

EN RAISON DE RÉDUCTIONS DE L'OFFRE
La banque JP Morgan prévoit des prix du zinc élevés jusqu'en 2026

JP Morgan s'attend à ce que les prix du zinc restent élevés pour le reste de l'année 2026, invoquant des perturbations de l'offre malgré une demande faible. La banque a réduit ses prévisions de production mondiale de zinc raffiné pour 2026 de près de 300.000 tonnes métriques, resserrant l'équilibre mondial d'un montant similaire. Le marché mondial devrait désormais afficher un excédent d'environ 130.000 tonnes. JP Morgan anticipe une baisse de 5% en glissement annuel de la croissance de l'offre minière en 2026, tirée par des perturbations et des révisions à la baisse des prévisions des grands producteurs en Suède, aux États-Unis et au Pérou. Le zinc à trois mois sur le London Metal Exchange a reculé de 0,3% à 3.540\$ la tonne métrique vendredi. La banque s'attend à ce que les prix du zinc sur le LME oscillent en moyenne entre 3.400\$ et 3.500\$ par tonne métrique pour le reste de l'année 2026. Cet article a été généré et traduit avec l'aide de l'IA et revu par un rédacteur. Pour plus d'informations, consultez nos T&C.

R.I.

PIÈCES DE RECHANGE AUTOMOBILES
Appel à faire d'Aïn M'lila un pôle industriel spécialisé

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) a appelé à faire de la ville d'Aïn M'lila (wilaya d'Oum El Bouaghi) un pôle industriel spécialisé dans la fabrication de pièces de rechange automobiles, en marge de la première édition du Salon des pièces de rechange automobiles qui se tiendra du 2 au 4 juin prochain dans cette ville. Dans un communiqué publié hier, l'association a souligné que cette manifestation économique, organisée sous le patronage de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et sous la supervision du wali d'Oum El Bouaghi, constitue une opportunité pour mettre en avant le potentiel de la région dans un secteur considéré comme stratégique pour l'économie nationale.

L'ANCA a rappelé que le marché des pièces de rechange occupe une place importante dans la dynamique économique du pays, en cohérence avec la politique de l'Etat visant à encourager la production nationale, l'investissement et la réduction de la dépendance aux importations. Selon la même source, la ville d'Aïn M'lila dispose d'atouts importants lui permettant de prétendre au statut de pôle industriel, notamment sa position géographique stratégique au cœur des principales wilayas de l'Est du pays et la présence d'environ 1.000 opérateurs activant dans le domaine des pièces de rechange, que ce soit dans le commerce de gros, le commerce de détail ou l'importation.

L'association a également mis en avant l'émergence de plusieurs initiatives locales, à travers la création d'ateliers et d'unités de

sous-traitance, ainsi que l'intérêt manifesté par de nombreux importateurs et distributeurs pour s'orienter progressivement vers l'activité de production. Pour concrétiser cette ambition, l'ANCA a estimé nécessaire de mettre en place un environnement favorable aux investisseurs et aux opérateurs du secteur, notamment à travers la disponibilité du foncier industriel, l'amélioration des infrastructures routières et logistiques, ainsi que le renforcement de la coopération avec les centres de recherche. L'objectif est, selon l'association, d'accroître le taux d'intégration nationale dans l'industrie des pièces de rechange et de permettre aux produits fabriqués localement de répondre aux exigences de qualité et de compétitivité sur les marchés national et international.

R.E.

CRAAG

Les dernières secousses telluriques relèvent d'une "activité sismique modérée ne présentant aucun danger"

Les secousses telluriques enregistrées, durant les jours de l'Aïd El-Adha, relèvent d'une activité sismique "modérée" et ne présentent aucun danger pour la vie des personnes, a assuré, samedi dans un communiqué, le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG). Le CRAAG a indiqué qu'une "activité sismique modérée" a été enregistrée, marquée par trois secousses survenues le premier jour de l'Aïd El-Adha, dont les épicentres ont été localisés respectivement à Mihoub dans la wilaya de Médéa (3,0 degrés), à Timgad dans la wilaya de Batna (3,4 degrés) et à Ghazaouet dans la wilaya de Tlemcen (4,1 degrés). Le CRAAG a également enregistré une autre secousse tellurique vendredi au nord de la commune d'Aokas dans la wilaya de Béjaïa, d'une magnitude de 3,3 degrés

sur l'échelle de Richter. Le CRAAG a expliqué que cette activité sismique est "naturelle et normale", au regard de la situation géographique de l'Algérie, située sur la plaque tectonique africaine qui entre en collision avec la place tectonique eurasiatique à raison d'environ 5 millimètres par an, soit

un mouvement annuel lent générant des secousses de faible intensité. Le Centre a ajouté, dans le même contexte, qu'il "enregistre près de 80 secousses telluriques par mois, dont 90% ne sont pas ressenties".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 26 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais				خضر طازجة
Pomme de terre	68	78	59	البطاطا
Tomate	104	119	89	الطماطم
Oignon sec	97	107	86	البصل الجاف
Ail sec	679	773	586	الثوم الجاف
Ail vert	209	234	184	الثوم الاخضر
Carotte	115	128	103	الجزر
Navet	128	141	115	اللفت
Petit pois	197	218	177	الجنينة
Fève verte	82	91	72	الفول الاخضر
Courgette	151	168	133	الكوسة
Haricot vert	273	299	246	الفاصولياء الخضراء
Laitue	123	138	108	الخس
Fruits frais				فواكه طازجة
Pomme locale	526	627	425	التفاح المحلي
Datte	499	627	371	التمر
Banane	495	514	475	الموز
Melon	141	159	124	البطيخ الاصفر
Pastèque	96	112	79	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale				المنتجات ذات الاصل الحيواني
Viande bovine locale	2041	2196	1887	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	369	383	356	الدجاج
Ceufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,17	-11,12	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 397,00	1398,00	0,07	0,17	-0,73	8,99	5,56	2600	3 634 800,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	2510,00	0,16	0,17	1,28	6,67	6,37	20	50 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-0,63	-7,50	9,87	6,04	2000	4 140 000,00
EGH El Aouassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,50	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	-0,63	8,35	4,21	4,72	0	0,00

MALGRÉ L'ESPOIR D'UNE EXTENSION DU Cessez-le-feu AVEC L'IRAN
Les prix du gaz naturel européen progressent

Les prix du gaz naturel européen ont légèrement progressé vendredi, alors que les investisseurs évaluaient à la fois les signes d'avancées diplomatiques en vue d'une extension du cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran, ainsi que les inquiétudes persistantes concernant l'approvisionnement en gaz dans la région. Le contrat de référence néerlandais à terme au hub TTF a progressé de 0,6% à 47,235 euros par mégawattheure, selon les données d'ICE. Par ailleurs, les contrats à terme sur le gaz naturel britannique ont grimpé de 0,5% à 114,00 pence par therm. Selon des informations relayées par les médias, un nouvel accord entre les États-Unis et l'Iran prolongerait leur cessez-le-feu actuel de 60 jours, sous réserve de l'approbation du président Donald Trump. Il permettrait également la reprise du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, le temps que les négociateurs finalisent les détails d'un accord plus large, notamment sur les questions liées aux ambitions nucléaires de l'Iran. Le détroit, une voie maritime stratégique par laquelle transite environ un cinquième du pétrole mondial, est devenu un point de friction majeur dans ce conflit vieux d'environ trois mois en Iran. Les deux parties ont pris des mesures pour restreindre le trafic des navires commerciaux dans ce couloir, réduisant ainsi les approvisionnements énergétiques mondiaux et faisant fortement monter les prix du pétrole.

Agence

HYDROCARBURES

Alger et Bakou renforcent leur partenariat stratégique

L'Algérie et l'Azerbaïdjan franchissent une nouvelle étape dans le renforcement de leurs relations énergétiques. Plus de trois ans après sa signature, le mémorandum d'entente de coopération dans le domaine du pétrole et du gaz entre les deux pays a été officiellement ratifié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers un décret publié au Journal officiel n°38. Cette ratification confère désormais un caractère pleinement opérationnel à un accord stratégique appelé à élargir les perspectives de partenariat entre Sonatrach et la compagnie nationale azerbaïdjanaise SOCAR.

Par Réda Hadi

Inscrit dans une logique de diversification des partenariats énergétiques et de consolidation des positions des deux pays sur les marchés internationaux, le mémorandum vise à promouvoir la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures sur la base de l'égalité, du respect mutuel et des intérêts communs. Les deux gouvernements affichent ainsi leur volonté de renforcer des relations économiques déjà solides en faisant du pétrole et du gaz un levier majeur de développement.

Le texte de l'accord prévoit un vaste champ de coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures. Parmi les clauses les plus importantes figurent l'échange d'expertises en matière de politiques énergétiques, de cadres juridiques et réglementaires régissant les activités pétrolières et gazières, ainsi que la promotion d'investissements conjoints dans les secteurs de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, aussi bien à terre qu'en mer.

Le mémorandum ouvre également la

voie à des partenariats dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie, du transport et de la commercialisation des produits pétroliers et gaziers. Il prévoit en outre une coopération dans le développement des infrastructures énergétiques, le commerce du gaz naturel liquéfié (GNL), du naphta ainsi que l'exploration de nouvelles filières énergétiques, notamment l'hydrogène, considéré comme l'un des vecteurs clés de la transition énergétique mondiale. L'un des volets les plus significatifs de cet accord concerne la raffinerie d'Augusta, en Sicile, propriété de Sonatrach depuis 2018. Le mémorandum prévoit en effet la possibilité d'un approvisionnement à long terme de cette installation stratégique en pétrole brut léger provenant d'Azerbaïdjan et commercialisé par SOCAR. Cette disposition permettra à Sonatrach Raffineria Italiana, filiale exploitant le complexe industriel, de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'améliorer sa flexibilité opérationnelle.

Jusqu'à présent, la raffinerie d'Augusta traite principalement le Sahara Blend algérien ainsi que des résidus de fioul issus du complexe de Skikda. L'intro-

duction du brut de la mer Caspienne devrait contribuer à optimiser les performances industrielles du site tout en renforçant son rôle dans la stratégie méditerranéenne de Sonatrach. Cette diversification constitue également une garantie supplémentaire face aux fluctuations des marchés internationaux et aux défis liés à la sécurité énergétique européenne. Au-delà des aspects commerciaux, le mémorandum instaure un cadre institutionnel permanent de concertation entre les deux pays. Il prévoit notamment l'échange d'informations techniques, la formation des ressources humaines, le transfert de savoir-faire ainsi que la mise en œuvre de programmes communs de recherche et de développement dans les secteurs pétrolier et gazier.

Cette coopération intervient dans un contexte mondial marqué par une forte volatilité des marchés énergétiques et par l'accélération des politiques de transition vers des énergies plus propres. Dans ce cadre, l'Algérie et l'Azerbaïdjan cherchent à conjuguer leurs atouts afin de préserver leur compétitivité tout en préparant l'avenir énergétique.

MOSTAGANEM

Plus de 2,5 millions de qx de pommes de terre de saison récoltés (DSA)

La production de pommes de terre de saison dans la wilaya de Mostaganem a dépassé les 2,5 millions de quintaux au titre de la campagne agricole 2025-2026, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA).

Selon le service de l'Organisation de la production et de l'Appui technique, le volume de production a atteint 2.546.000 quintaux après la récolte de 8.489 hectares, sur une superficie totale emblavée de 9.574 hectares consacrée à cette culture durant la campagne en cours. La même source a précisé que le rendement moyen s'établit à 300 quintaux à l'hectare, à la faveur de l'achèvement des opérations de récolte sur près de 89 % des superficies cultivées, un niveau conforme aux prévisions établies en début de campagne.

La production globale devrait atteindre 3.056.000 quintaux à l'issue de la récolte des superficies restantes, dont l'achèvement est prévu au cours du mois prochain.

Ces estimations englobent également la production de pommes de terre de saison destinées à la production de semences, cultivées sur une superficie de 97 hectares. La récolte de cette filière devrait atteindre 24.400 quintaux, a ajouté la même source.

Cette production abondante a contribué à l'approvisionnement régulier des marchés nationaux et régionaux en quantités importantes de pommes de terre, notamment durant les périodes de forte demande. Elle a ainsi permis d'assurer la disponibilité de ce produit de large consommation et de maintenir les prix à des niveaux raisonnables.

La wilaya de Mostaganem figure parmi les principaux bassins de production de pommes de terre du pays, avec une production annuelle avoisinant les 4 millions de quintaux. Elle est en mesure d'alimenter les marchés tout au long de l'année, particulièrement durant le deuxième trimestre (de mars à juin) grâce à la campagne de saison, ainsi que durant le quatrième trimestre (d'octobre à décembre) à travers la campagne des pommes de terre tardives, communément appelées "pommes de terre de fin de saison".

APS

ÉNERGIE

L'investissement mondial atteindra 3 400 milliards \$ en 2026

Synthèse R E.

L'investissement mondial dans le secteur de l'énergie devrait atteindre un niveau historique de 3.400 milliards de dollars en 2026, en hausse de 5 % par rapport à 2025, malgré les incertitudes géopolitiques et les répercussions du conflit au Moyen-Orient. C'est ce qui ressort du rapport annuel « World Energy Investment 2026 » publié par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui met en évidence une transformation profonde des priorités énergétiques mondiales sous l'effet des impératifs de sécurité énergétique.

Selon l'AIE, près de 2.200 milliards de dollars seront consacrés aux énergies propres – énergies renouvelables, nucléaire, réseaux électriques, stockage, électrification, efficacité énergétique et carburants à faibles émissions –, soit presque le double des investissements prévus dans le pétrole, le gaz naturel et le charbon, estimés à 1.200 milliards de dollars.

Le rapport souligne que le conflit au Moyen-Orient constitue le principal facteur influençant aujourd'hui les stratégies d'investissement énergétique. Après la crise énergétique mondiale de 2021-2023 provoquée par les perturbations des approvisionnements en gaz russe vers l'Europe, la nouvelle crise renforce davantage la priorité accordée à la sécurité énergétique.

L'AIE estime que les perturbations affectant le détroit d'Ormuz ont profondément remis en question la fiabilité des routes énergétiques traditionnelles. Cette situation pousse les pays producteurs et importateurs à rechercher de nouvelles voies d'approvisionnement et à diversifier leurs sources d'énergie.

L'organisation internationale révèle que plus de 30 installations énergétiques ont été endommagées au Moyen-Orient, incluant des raffineries, des sites pétroliers et gaziers ainsi que des unités de liquéfaction de gaz naturel. Les coûts de réparation pourraient se chiffrer à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Le pétrole recule, le gaz progresse

Malgré la hausse des prix du pétrole, les investissements dans l'amont pétrolier devraient diminuer pour la troisième année consécutive et tomber sous la barre des 500 milliards de dollars en 2026. À l'inverse, les investissements dans le gaz naturel devraient atteindre 330 milliards de dollars, leur plus haut niveau depuis une décennie. Cette progression est notamment soutenue par la multiplication des projets d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), principalement aux États-Unis et au Qatar.

L'AIE souligne toutefois que la nouvelle crise gazière mondiale suscite des inquiétudes croissantes parmi les pays importateurs asiatiques quant à la fiabilité

et au coût des approvisionnements futurs. Les investissements dans les énergies renouvelables demeurent le principal moteur de la transition énergétique mondiale.

Le rapport indique qu'environ 665 milliards de dollars seront investis chaque année dans les projets de production d'électricité renouvelable. Le solaire concentre à lui seul 365 milliards de dollars d'investissements annuels, soit l'équivalent d'un milliard de dollars investis chaque jour dans cette technologie.

L'éolien suit avec 200 milliards de dollars, tandis que l'hydroélectricité attire 75 milliards de dollars. Selon l'AIE, les énergies renouvelables représentent désormais 70 % des investissements mondiaux dans la production électrique. Parallèlement, les importations de panneaux solaires ont fortement augmenté dans plusieurs pays en développement d'Afrique et d'Asie, signe d'un intérêt croissant pour les solutions énergétiques locales permettant de réduire la dépendance aux combustibles importés. Le rapport met également en évidence une renaissance du nucléaire à l'échelle mondiale. Avec 78 gigawatts de nouvelles capacités actuellement en construction dans 15 pays et plus de 80 milliards de dollars investis chaque année, l'énergie nucléaire connaît un regain d'intérêt significatif.

La Chine représente à elle seule un tiers des investissements mondiaux dans ce

domaine. Plus de 40 pays disposent désormais de politiques favorables au développement de cette filière, tandis que les petits réacteurs modulaires (SMR) suscitent un intérêt croissant. L'AIE estime que le monde entre progressivement dans « l'âge de l'électricité ». Les dépenses consacrées à l'électricité représentent désormais près de 60 % de l'ensemble des investissements énergétiques mondiaux. Les investissements dans les infrastructures électriques devraient atteindre 1.600 milliards de dollars en 2026, et près de 2.000 milliards de dollars lorsque l'électrification des usages finaux est incluse.

Pour l'AIE, le conflit au Moyen-Orient marque un tournant historique dans les stratégies énergétiques mondiales. La sécurité, la diversification des approvisionnements, la résilience des infrastructures et la souveraineté énergétique deviennent désormais des critères aussi importants que les coûts ou les objectifs climatiques.

« La manière dont l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz peut être perturbé par le blocage d'un corridor maritime de seulement 50 kilomètres de large ne sera pas oubliée de sitôt », conclut l'Agence internationale de l'énergie. Le rapport estime ainsi que les choix d'investissement réalisés aujourd'hui façonneront durablement le nouvel équilibre énergétique mondial pour les décennies à venir.

BOUMERDES

Raccordement prévu de près de 3.500 nouveaux logements aux réseaux d'électricité et de gaz

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de Boumerdes prévoit le raccordement, durant cette année 2026, de près de 3.500 nouveaux logements aux réseaux d'électricité et de gaz à travers 15 communes de la wilaya, à-on avis, samedi, auprès de cette structure. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme de développement complémentaire de Sonelgaz pour 2026, visant à améliorer la qualité des services et à renforcer la couverture énergétique dans l'ensemble de la wilaya, selon le directeur local de l'entreprise, Hamza Sahli. Ces projets concernent les communes de Beni Amrane, Cap Djinet, Sidi Daoud, Isser, Khemis El Khechna, Bou-douaou El Bahri, Zemmouri, Boumerdes, Thenia, Dellys, Si Mustapha, Keddara Bouzegza, Naciria, Taourga et Ammal. Le même responsable a ajouté que les logements concernés relèvent principalement des nouveaux programmes de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), auxquels s'ajoutent 200 logements pertinents de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL). La réalisation au gaz naturel nécessitera la d'un réseau de 10 km de long, tandis que les travaux de raccordement électrique impliqueront la mise en place de 11 km de lignes de moyenne tension et de près de 9 km de réseau de distribution de basse tension. R.E

ORAN/SANTÉ SCOLAIRE

Vers la réception de six nouvelles unités de dépistage et de suivi

La wilaya d'Oran sera renforcée par six nouvelles unités de dépistage et de suivi de santé scolaire (UDS), à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, à-t-on informé auprès de la direction locale de l'Education. Ces nouvelles structures sanitaires, destinées aux élèves des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) disposent de plusieurs services médicaux, notamment de médecine générale, de chirurgie dentaire, d'ophtalmologie et de prise en charge des maladies respiratoires. Elles seront équipées de divers moyens et matériels médicaux et seront encadrées par des médecins généralistes et spécialistes, devant ainsi contribuer à l'amélioration de la couverture sanitaire des élèves, a-t-on précisé de même source. Ces six nouvelles unités viendront s'ajouter aux 48 unités de dépistage et de suivi déjà implantées dans des établissements scolaires à travers les différentes communes de la wilaya. La wilaya d'Oran compte 35 unités de dépistage et de suivi de santé scolaire transmises dans autant de lycées et 13 autres situées dans les collèges d'enseignement moyen (CEM). Agence

TIZI-OUZOU

Une récolte de plus de 5.800 quintaux de liège prévue

Une production globale de 5.821 quintaux de liège est prévue cette année dans la wilaya de Tizi-Ouzou, à-on informé samedi auprès de la Conservation des forêts.

Ces prévisions sont en hausse observées à l'année dernière qui avait connu une récolte de 4.029 quintaux, a indiqué à l'APS le chargé du dossier liège, Hamid Goucem. La récolte de liège qui débutera dans quelques jours, concerne cette année 20 cantons répartis sur 12 forêts à travers la wilaya. Elle sera assurée par l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR-Djurdjura) qui se chargera du recrutement de la main-d'œuvre saisonnière, a précisé le même responsable. L'ERGR installera les chantiers de récolte après des tests de levée concluants. "Sous l'effet de la chaleur, le liège commence à se dissocier naturellement du tronc. Pour valider le coup d'envoi de la campagne, des équipes mixtes mènent des sondages sur le terrain. Si le liège se détache proprement, sans résistance, les chantiers seront installés", a-t-il expliqué.

Les prévisions pour cette saison ont été établies dans le cadre de la démarche de retour à la méthode de récolte en "Coupons réglés", qui vise à stabiliser la récolte autour de 5.000 qx/an, a souligné M. Goucem. Cette démarche consiste à exploiter le liège par parcelles dans la subéraie, avec une rotation d'exploitation de 9 à 12 ans. Ce modèle d'exploitation durable garantira la mise sur le marché d'une quantité de liège stable, constante et prévisible, tout en préservant l'écosystème des subéraies contre les risques phytosanitaires et les incendies, at-il expliqué. La matière première conçue est ainsi destinée à alimenter le tissu industriel pour la transformation, notamment la bouchonnerie fine, l'isolation thermique et l'architecture d'intérieur, en plus d'autres utilisations innovantes, comme la dalle de sol.

Par ailleurs, M. Goucem a fait état du

lancement, cette année et pour la première fois, d'une opération spéciale d'écovage de récupération de liège hors campagne. Elle est confiée à l'ERGR, qui a mobilisé une vingtaine d'ouvriers saisonniers. Cette démarche vise à nettoyer les massifs et à récupérer le liège présent sur les bois coupés lors des travaux sylvicoles et des projets de tranchées pare-feu, ainsi que sur les arbres morts ou gisants, at-il noté.

L'opération de sauvegarde a déjà permis de récolter un volume de 212 quintaux de liège issu des travaux sylvicoles et de 36 quintaux sur les arbres morts et gisants, soit un total de 248 quintaux de liège en morceaux, selon la même source.

Pour rappel, la wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'une subéraie qui s'étend sur une superficie globale de près de 23.000 hectares.

APS

GUELMA

Adhésion de 205 nouveaux artisans à la CAM depuis début 2026

Les services de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Guelma ont inscrit depuis le début de l'année à ce jour 205 nouveaux artisans, à-on informé samedi auprès du directeur de la chambre. Miloud Saâdi a précisé à l'APS que ces nouveaux artisans actifs dans les domaines des prestations de

service, de production de biens et de l'artisanat d'art. L'adhésion de ce nombre d'artisans à la chambre durant les cinq premiers mois de l'année traduit l'attrait notable par le secteur de l'artisanat de nouveaux artisans chaque année et consolide la contribution du secteur à la création d'emplois permanents et au renforcement du

marché local en divers produits et prestations, a indiqué le même responsable. Les nouveaux adhérents de la CAM ont reçu leurs cartes d'artisans biométriques leur permettant d'exercer et de développer leurs activités et de bénéficier de divers avantages dont la couverture sociale, l'assurance et la participation aux mani-

festations et expositions ainsi que de bénéficier éventuellement de professionnels locaux et des sessions de formation. La CAM de Gulema compte actuellement plus de 8.600 artisans assurant près de 24.000 emplois à travers les 34 communes de la wilaya, à l'adresse indiquée.

APS

KHENCHELA

De nouveaux équipements médicaux pour les établissements hospitaliers

Des établissements hospitaliers de la wilaya de Khenchela viennent de bénéficier de nouveaux équipements médicaux, a indiqué samedi le directeur local de la santé et de la population, Mohmaed Zineddine El-Okbi. Le même responsable a précisé à l'APS que l'opération qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des moyens de prise en charge des malades a concerné les deux établissements hospi-

taliers Hihi-Abdelmadjid de Kaïs et Mohamed-Boudiaf de Chechar dotés ainsi de matériel de dialyse pour déficiences rénaux. Les deux établissements publics hospitaliers Ahmed-Benbella de Khenchela et Chadli-Bendjedid de Chechar ont retenu d'équipements d'échographie, de biochimie, de radiothérapie, de photothérapie et des coagulomètres, a précisé la même source.

Sept polycliniques de plusieurs communes, six unités de dépistage et de suivi en milieu scolaire et cinq établissements publics de santé de proximité ont reçu au début de l'année en cours des équipements d'échographie, de biochimie, de radiothérapie, de photothérapie, d'hématologie, des coagulomètres et du matériel pour laboratoires, a rappelé la même source.

R.E

MASCARA

Plus de 624 000 m3 d'eau potable produits durant les jours de l'Aïd El-Adha

Le volume total d'eau potable produit dans la wilaya de Mascara durant les trois jours de l'Aïd El-Adha a atteint 624.600 mètres cubes, a indiqué samedi l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE). Selon la même source, cette production a été assurée grâce à plusieurs sources d'approvisionnement, notamment le système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui a fourni 297.000 m3, les fourrages artésiens avec 237.000 m3, ainsi que les barrages de Bouhanifia et d'Oued Taht, situés dans la commune d'Aïn Fares, qui ont contribué à hauteur de 90.600 m3. L'ADE a précisé que la production quotidienne d'eau potable durant cette période a dépassé les 200.000 m3 par jour, grâce à la mobilisation de l'ensemble des res-

sources hydriques disponibles. L'entreprise a également affirmé qu'aucune perturbation n'a été enregistrée dans l'alimentation en eau potable à travers les 47 communes de la wilaya pendant les jours de l'Aïd El-Adha. Cette stabilité est accordée aux mesures exceptionnelles mises en œuvre à l'occasion de cette fête religieuse, lesquelles ont permis d'assurer un approvisionnement régulier et continu de la population. Par ailleurs, l'unité de l'ADE a signalé que les réservoirs d'eau d'une capacité supérieure à 150 m3 ont été maintenus à leur niveau maximal de remplissage durant cette période. Cette mesure a contribué à garantir une marge de sécurité suffisante pour assurer la continuité du service d'alimentation en eau potable, at-elle expli-

quée. Il convient de rappeler que l'Algérienne des Eaux avait mis en place plusieurs dispositions exceptionnelles en prévision de l'Aïd El-Adha afin d'améliorer le service public de distribution d'eau potable. Parmi ces mesures figurent notamment la mobilisation de plus de 200.000 m3 d'eau par jour provenant du système de transfert MAO, des nappes souterraines ainsi que des barrages de Bouhanifia et d'Oued Taht.

L'entreprise a également mobilisé neuf équipes de permanence, prêtes à intervenir en cas de besoin au niveau de l'unité et de ses centres rattachés, ainsi que des équipes techniques chargées du suivi et des interventions sur les infrastructures du système de transfert MAO.

R.E

Les profits capitalistes dépendent du vol de notre avenir

2^e partie et fin

Les capitalistes ont réussi à faire de l'avenir une source exploitable de richesses colossales, enrichissant quelques privilégiés aujourd'hui en imposant des dettes au plus grand nombre, tout en détériorant les milieux naturels indispensables à un avenir meilleur.

Par Timothy Mitchell (*)

En éliminant les alternatives, Uber et son seul concurrent américain, Lyft, pouvaient continuer à prélever une partie de chaque course effectuée par leurs chauffeurs, s'appropriant en moyenne 20 % du montant, tout en utilisant leur domination croissante pour limiter la part versée aux chauffeurs et augmenter le coût pour les passagers. Ces hypothèses laissaient entendre qu'Uber cesserait de perdre de l'argent six ans après son introduction en bourse et que dans l'espace de dix ans, réaliserait des bénéfices annuels de près de 5 milliards de dollars. Une société détenue par des investisseurs n'offre pas seulement un droit sur des bénéfices futurs. Elle constitue un mécanisme permettant d'acquiescer dès aujourd'hui ces revenus promis. En proposant des actions à la vente sur le marché boursier, les investisseurs propriétaires d'une entreprise vendent une forme de propriété : la possession, dès aujourd'hui, d'actifs acquis à partir du futur. C'est ce processus que l'on appelle la « capitalisation » d'un revenu futur. Les gains exceptionnels que les promoteurs tirent de cette vente ne tombent pas du ciel, mais découlent de la robustesse politique de la capitalisation, cette méthode qui consiste à monétiser et à commercialiser un droit privé sur l'avenir. Le terme « robustesse politique » désigne ici toutes les formes d'autorité, de droit, de maintien de l'ordre, de raisonnement économique et de mépris des revendications de justice sociale ou des avenir planétaires dont dépend la valeur extraordinaire des droits des générations futures.

Cette manne financière correspond à la valeur d'un fardeau imposé aux futurs clients et employés de l'entreprise, ainsi qu'aux communautés et aux écosystèmes auxquels ils appartiennent. Les bénéfices de l'entreprise, et donc les dividendes versés à ses actionnaires, dépendent du maintien, voire de l'alourdissement, de ce fardeau. La valeur de l'action, et le dividende dont elle dépend, prime sur toute revendication des travailleurs pour des salaires plus équitables, des clients pour des prix plus bas, ou des communautés pour la protection des biens communs, une priorité qui reflète la puissance supérieure de l'entreprise par rapport à ses travailleurs, ses clients et ses communautés. Cette puissance est le pouvoir désigné par le terme trompeusement restrictif de « position dominante sur le marché ». Cette charge ne constitue pas un coût inhérent à l'exploitation d'une entreprise, mais plutôt une majoration que la position dominante de la société lui permet d'imposer. La valorisation de 82 milliards de dollars d'Uber correspondait à la valeur actuelle d'un tel rapport de force. Les chauffeurs de l'entreprise et les passagers, ainsi que les populations au sens plus large victimes de son impact sur les transports publics et autres biens communs, qui au fil du temps, remboursaient cette valorisation de leur poche.

Cette manne financière correspond à la charge imposée aux futurs clients et employés de l'entreprise, ainsi qu'aux communautés et aux écosystèmes dont ils font partie.

La société par actions est donc un mécanisme de colonisation du temps. Elle per-

met d'enrichir un groupe d'entrepreneurs et de financiers aujourd'hui en imposant une charge supplémentaire à des dizaines de millions d'utilisateurs dans le futur. La manne acquise aujourd'hui par ceux qui mettent en place les mécanismes de contrôle et organisent les lignes de crédit à partir desquelles l'appareil est construit sera payée sur les revenus de ceux qui vivront dans quelques mois, quelques années ou quelques décennies, en fait, aussi loin dans le futur que l'appareil de captation pourra s'étendre.

Outre le fait d'enrichir ses fondateurs, les actions d'une entreprise peuvent également constituer une source de gains pour les petits investisseurs et les fonds d'investissement qui les achètent et les négocient, pour ceux qui perçoivent des commissions sur ces transactions, ainsi que pour ceux qui spéculent sur la hausse ou la baisse de leur cours. En effet, à mesure que les prélèvements imposés sur les revenus futurs augmentent, même les personnes modérément aisées se tournent vers ces modes de captation, en s'appuyant sur des fonds de retraite privés, des investissements immobiliers et d'autres actifs dont la valeur augmente afin de préserver leur niveau de vie. Cela aggrave encore le report des coûts sur les générations futures, en particulier sur celles qui sont de plus en plus dans l'incapacité d'acquiescer un logement ou d'autres actifs. Cette mainmise sur l'avenir n'est en rien propre à l'ère contemporaine des entreprises technologiques, du capital-risque et des sociétés de gestion d'actifs. Pendant des siècles, avant l'avènement des entreprises commerciales modernes, il existait déjà des moyens d'endetter les populations, généralement par l'intermédiaire de marchands accordant des crédits à ceux qui connaissaient des difficultés soudaines ou étaient accablés par des obligations fiscales. Mais les profits des marchands provenaient le plus souvent de l'exploitation des écarts de prix entre différentes zones géographiques plutôt que du report temporel sur lequel repose la capitalisation. Le phénomène consistant à hypothéquer l'avenir est plus récent. Lorsque le modèle moderne d'entreprise visant à générer des revenus a vu le jour au cours du dernier siècle et demi, la société par actions est rapidement devenue ce que le grand économiste norvégien-américain Thorstein Veblen a qualifié en 1923 d'« institution maîtresse de la vie civilisée ».

Il existe d'autres moyens de puiser dans les ressources futures et de vivre sous le poids des charges du passé. Lorsque l'expansion des entreprises a suscité des conflits coloniaux, les monarques qui leur avaient accordé des chartes ont contracté des emprunts auprès de ces mêmes grands marchands pour financer les coûts de la guerre, créant ainsi des dettes publiques ruineuses. Le coût de la guerre n'était pas remboursé à partir des recettes courantes, comme cela avait été le cas pour les souverains par le passé, mais en mettant en gage les recettes fiscales des années à venir, créant ainsi ce que l'on a appelé la dette nationale, inventant, ce faisant, la « nation » moderne en tant qu'entité responsable de cette imposition. Les obligations d'État et autres formes de dette publique sont devenues les principaux instruments de création de crédit, transformant le pouvoir d'imposition en un appareil en expansion destiné à prélever

les ressources des générations à venir. Dans de nombreux pays, le militarisme continue d'être un moyen privilégié pour plonger de force les populations dans un endettement à long terme, réduisant ainsi la part des ressources publiques disponibles pour financer les soins de santé, l'éducation et d'autres services publics. Dans de nombreuses régions du Sud Global, les formes de dette nationale, alourdies par la dépendance vis-à-vis des créanciers internationaux, aussi bien récemment que dans le passé colonial, ont maintes fois transformé des pays entiers en machines à produire de la dette, enrichissant ainsi ceux qui organisent l'offre de crédit.

Si la dette militaire, les emprunts étrangers et les marchés boursiers font peser des coûts sur l'ensemble de la population, il existe de nombreux mécanismes permettant d'imposer des charges à des individus et à des ménages spécifiques. Une dizaine d'années après les écrits de Veblen consacrés aux sociétés par actions, une deuxième « institution phare » a vu le jour pour permettre de monnayer dès aujourd'hui des revenus futurs : la banque hypothécaire et le marché immobilier. Peu répandus aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou ailleurs avant les années 1930, les prêts hypothécaires ont transformé le logement en un autre mode de capitalisation largement utilisé. Dans de nombreux pays du Sud, ils sont encore peu utilisés aujourd'hui, même si, étrange paradoxe, la transformation des terrains et des logements en actifs financiers a été présentée ces dernières décennies comme une solution miracle à la pauvreté dans le monde.

La promotion immobilière à des fins spéculatives remonte à bien plus loin, notamment dans des pays comme l'Angleterre où les terrains destinés à l'expansion urbaine étaient souvent monopolisés par de grands domaines privés. Mais les logements neufs étaient généralement donnés en bail ou loués, le loyer du bâtiment étant calculé séparément de celui du terrain et basé simplement sur le coût de construction. Les prêts hypothécaires (prêts garantis par le bien immobilier) n'étaient pas très répandus, couvrant généralement moins de la moitié de la valeur du logement et étaient généralement remboursés en une seule fois après quelques années. L'invention des prêts hypothécaires à long terme en Occident, dans les années précédant et suivant la Seconde Guerre mondiale, subventionnés par des garanties gouvernementales et remboursés par versements mensuels sur plusieurs décennies, a transformé le logement en un dispositif perfectionné permettant de capter les paiements à venir.

Les promoteurs immobiliers spéculatifs pouvaient désormais vendre des logements non pas au prix coûtant de leur construction, mais à la valeur capitalisée de l'occupation d'une résidence sur une période de trente ans ou plus. Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, alors que le logement devenait de loin le principal vecteur d'activation des actifs et d'endettement dans l'ensemble de la région nord-atlantique, entre 75 et plus de 90 % de la hausse des prix de l'immobilier était imputable non pas au coût de construction, mais à ce mode de capitalisation.

Le crédit automobile, la carte de crédit, les études supérieures, les frais médicaux et bien d'autres mécanismes ont vu le jour

pour transformer la vie des gens en calendriers d'amortissement.

Alors que le prix du logement commençait à dépasser de loin le coût de construction, les secteurs de l'immobilier et du crédit hypothécaire se sont développés au point de rivaliser avec la société par actions en tant que mécanismes permettant d'endetter l'avenir et de capter dans le présent des revenus potentiels. Cette plus-value induite a conduit un architecte new-yorkais à décrire un nouvel immeuble comme « un outil permettant de rentabiliser un terrain ». Le concept de rémunération foncière reflétait le fait que la hausse du coût du logement se traduisait par une augmentation de la valeur des terrains à bâtir, même si cette valeur ne résultait pas d'un changement dans la nature du terrain, mais plutôt de l'amélioration des mécanismes permettant de garantir des décennies de loyers et de remboursements hypothécaires potentiels, notamment grâce aux dispositifs de zonage, de ségrégation raciale et de saisie immobilière. Ce coût était même répercuté sur un bien immobilier déjà utilisé dont l'achat du terrain et les frais de construction avaient été amortis de nombreuses années auparavant. Ces paiements ne provenaient pas du terrain, mais de ceux qui avaient besoin d'un endroit où vivre ou travailler.

Les bénéfices réalisés par les banques et les sociétés immobilières ont ainsi imposé un fardeau financier extraordinairement lourd sur les revenus des citoyens ordinaires. Au cours des décennies suivantes, le crédit automobile, la carte de crédit, les études supérieures, les frais médicaux et bien d'autres mécanismes ont vu le jour, transformant la vie des gens en calendriers d'amortissement.

Aujourd'hui, on arrive à capitaliser sur presque tous les types de flux de paiements à venir. Toute charge grevant de manière certaine l'avenir devient un actif susceptible d'être agrégé, commercialisé et acquis dès aujourd'hui à prix réduit, qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations d'entreprise, de dettes de carte de crédit, de loyers immobiliers ou de redevances d'infrastructure, de l'approvisionnement en eau et en électricité jusqu'aux flux de données, en passant par les plateformes de trading, les services de cloud, ou encore les droits d'auteur sur la musique et les œuvres littéraires. Vendu à prix réduit aux investisseurs et souvent négocié sur les marchés secondaires, ce flux de paiements supporte alors la charge de rembourser cette avance à son prix intégral, créant ainsi une plus-value induite dont l'investisseur bénéficie sous forme d'« intérêts ». Le fardeau de la capitalisation n'est pas simplement une charge ajoutée au coût du capital ou à la valeur d'un actif. Le capital lui-même prend naissance à travers ce processus — non pas comme un actif constitué par des économies passées, comme nous l'imaginons habituellement, mais comme ces mécanismes qui nous privent de notre avenir.

(*) *Politologue et historien ; ses travaux portent sur le colonialisme, la politique et l'économie au Moyen-Orient, le rôle de l'expertise dans la gestion de la vie collective, ainsi que sur l'histoire et la politique de l'énergie.*

Source : Jacobin, 11-04-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

IRAK

Exportation de 10 millions de barils de pétrole via Ormuz

L'Irak a exporté 10 millions de barils de pétrole le mois dernier via le détroit d'Ormuz, contre 93 millions de barils environ par mois avant la guerre des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran, a déclaré samedi le ministre irakien du Pétrole.

Téhéran a en grande partie fermé le détroit d'Ormuz au trafic depuis les premières frappes israélo-américaines contre la République islamique le 28 février. Environ un cinquième du pétrole et gaz naturel liquéfié (GNL) mondial transite par ce bras de mer.

L'Irak a rouvert en mars une route d'exportation de son pétrole par l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan grâce à un accord passé avec le gouvernement autonome régional du Kurdistan. Selon le ministre irakien du Pétrole Bassim Mohamed, 200.000 barils ont transité par le port turc de Ceyhan. « Nous prévoyons de porter le total à 500.000 barils », a-t-il dit.

L'Irak souhaite augmenter sa capacité de production pour la porter à 5 millions de barils par jour, a-t-il ajouté.

R. I.

TUNISIE

Ce que coûte l'économie informelle aux caisses de l'Etat

Entre 35 et 40 % du PIB tunisien, soit 60 à 70 milliards de dinars, échappent chaque année au radar fiscal. Le manque à gagner pour l'Etat est estimé à 25 milliards de dinars annuels. Derrière ce chiffre vertigineux, un système entretenu par une complicité, mais surtout la pression fiscale et l'absence d'intégration régionale.

Pour en savoir davantage, un certain nombre d'économistes qui livrent un diagnostic sans complaisance du phénomène et des pistes de sortie concrètes. Le premier d'entre eux rappelle que l'économie informelle existe partout dans le monde, mais « son ampleur tunisienne tient moins à une fatalité culturelle qu'à un contexte économique hérité de longue date sur fond de choix politique assumé ». Et de poursuivre : « Sous Bourguiba comme sous Ben Ali, explique-t-il, le commerce parallèle (notamment transfrontalier avec la Libye et l'Algérie) était délibérément contenu et relativement épargné pour éviter toute explosion sociale ». Les opérateurs informels représentaient souvent un maillon dans la chaîne d'information, remontant des renseignements vers l'administration en échange d'une tranquillité tacitement garantie. « Un clientélisme diffus qui achetait la paix sociale à bon compte ».

Un autre poursuit dans le même sens en soulignant que cette logique perdure. Pour illustrer ses dires, il cite le marché de Mon-

cef Bey. Chaque dimanche, des files de voitures s'étirent sur quatre à cinq kilomètres. Sous forme de boutade, il déclare : « L'économie informelle tunisienne, qui a pignon sur rue, n'a, en réalité, rien de souterrain ».

De grands opérateurs, pas de petits débrouillards

« Il convient de ne pas se méprendre sur la nature des acteurs qui tiennent les leviers de commande. Derrière les petits revendeurs à la sauvette se dissimulent de grands opérateurs dotés d'une assise financière solide, de réseaux de distribution étendus et d'une parfaite connaissance des failles législatives. Ce sont eux les véritables bénéficiaires du système », affirment-ils.

« Certains acteurs du secteur formel recourent eux-mêmes au marché parallèle pour écouler une partie de leur production, tant la frontière entre les deux sphères est poreuse. Le secteur informel n'est pas le seul en cause. De nombreuses, qui figurent dans les tablettes de l'administration, ne déclarent

pas la totalité de leurs revenus, pratiquent la double comptabilité ou règlent leurs transactions en espèces. L'évasion fiscale déborde largement du seul secteur clandestin ».

Les quatre moteurs qui alimentent le système

Une fiscalité confiscatoire. L'impôt sur les sociétés avoisine 25 à 30 %, auquel s'ajoutent des charges sociales proches de 40 % : verser cent dinars nets à un salarié en coûte entre cent vingt et cent quarante à l'employeur, détaillent nos économistes. Mais ce qui semble gêner nos interlocuteurs, 'est la nouvelle loi sur l'embauche, parce que recruter devient une équation périlleuse en Tunisie. Mais ce n'est pas tant la pression fiscale qui dérange le plus. L'ennui est que «... ce que l'Etat prélève, il ne le restitue pas en services publics de qualité : routes dégradées, hôpitaux défaillants, école publique en déshérence. Le sentiment d'un impôt sans contrepartie nourrit puissamment chez certains le refus de se conformer ».

Synthèse R I/Agence

ÉGYPTE

La mobilité électrique cible désormais les flottes professionnelles

L'Égypte est l'un des principaux marchés africains des véhicules électriques, devant l'Afrique du Sud et le Maroc, avec 7 900 unités vendues en 2025, selon l'AIE. Les acteurs du secteur cherchent désormais à étendre leur présence dans le transport professionnel et les flottes privées.

L'électrification des flottes de transport professionnel prend de l'ampleur en Égypte. Les entreprises Infinity, Option Travel et Green Option ont annoncé, dans un communiqué publié cette semaine, un partenariat visant à dé-

velopper des services de mobilité électrique destinés aux flottes de sociétés du pays.

Le projet prévoit notamment l'introduction de 100 minibus électriques à partir de 2026 pour les activités de transport touristique, de mobilité d'entreprise et de transport commercial d'Option Travel, dont la flotte compte actuellement près de 800 véhicules.

Vers une mobilité touristique décarbonée

Dans le cadre du partenariat, Infinity développera les infrastruc-

tures de recharge nécessaires à l'exploitation des véhicules électriques.

Green Option, qui est le distributeur officiel en Égypte des minibus électriques du constructeur chinois Foton Motor, supervisera le déploiement des minibus et les opérations techniques liées à l'électrification.

Selon les partenaires, cette première phase devrait permettre de réduire d'environ 2 520 tonnes les émissions opérationnelles annuelles, tout en diminuant la consommation de diesel d'environ 666 700 litres par an. Les entre-

prises présentent aussi cette initiative comme la première introduction de minibus électriques dans le secteur privé égyptien du tourisme et du transport.

L'Égypte, moteur du marché africain des véhicules électriques

Cette annonce intervient dans un contexte où le marché africain des véhicules électriques reste encore très modeste. Dans son rapport « Global EV Outlook 2026 » publié mercredi 20 mai, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) indique que les ventes

de ce segment sont passées d'environ 4 000 unités en 2023 à près de 25 000 en 2025.

L'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud ont représenté près de 70 % des ventes en 2025.

Par ailleurs, l'électrification du transport contribue directement aux efforts des autorités égyptiennes dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En effet, selon les données de l'AIE datant de 2023, le secteur des transports représentait environ 29 % des émissions de CO2 dans le pays.

R. I.

SELON SON MINISTRE DE L'ÉNERGIE

“La Mauritanie prête à jouer un rôle régional de premier plan dans le domaine des énergies propres”

Le ministre de l'Énergie et du Pétrole, M. Mohamed Ould Khalid, a affirmé que la Mauritanie possède des atouts concurrentiels prometteurs qui la qualifient pour jouer un rôle central sur les marchés des énergies propres. Ces atouts reposent sur son important potentiel en matière d'énergie solaire et éolienne, ses vastes étendues de terres propices aux projets d'envergure, sa situation stratégique sur la côte atlantique et l'intérêt croissant des entreprises internationales pour investir dans ce secteur vital.

Cette déclaration a été faite lors de la présentation par le ministre des « réalisations du secteur de l'énergie ces dernières années en matière de production, de distribution et d'approvisionnement en électricité, ainsi que les perspectives d'avenir », dans le cadre

du programme « Redevabilité » organisé par les médias publics, représentés par l'Agence de mauritanienne d'information (AMI), Radio Mauritanie et Al-Mouritaniya TV.

Ce programme vise à consolider les principes de transparence et à rapprocher l'administration des citoyens, conformément aux directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Le ministre a souligné que le ministère est chargé de formuler et de mettre en œuvre les politiques gouvernementales relatives à l'électricité, au pétrole, au gaz et aux énergies renouvelables. Il supervise également les systèmes de production et de distribution, l'électrification rurale, les énergies propres, les hydrocarbures, la régulation du marché, ainsi que l'appro-

visionnement et la distribution des carburants sur le marché national. Enfin, il est responsable de la promotion de l'exploration pétrolière et gazière, de la gestion des projets associés et du développement de projets d'hydrogène vert et d'énergies renouvelables. Le ministre a indiqué que le secteur de l'énergie occupe une place centrale dans le programme de Son Excellence le Président de la République, « Mon ambition pour la nation », en reconnaissance de son rôle fondamental dans la promotion du développement économique et social, insistant sur le fait que cet intérêt se traduit par un suivi quotidien et méticuleux des différents projets du secteur, compte tenu de son rôle de levier fondamental pour le développement du pays. Il a ajouté que le gouvernement travaille à des stratégies ambitieuses pour

faire de la Mauritanie une destination attractive pour les investissements, renforçant ainsi le secteur énergétique, pilier essentiel de l'économie nationale.

Lors de la présentation des projets en cours, le ministre a annoncé la construction d'une centrale solaire et éolienne sur la route reliant Nouakchott à Rosso, d'une capacité de production de 220 mégawatts, financée par le secteur privé.

Il a également annoncé l'extension de la centrale électrique existante sur la route Nouakchott-Nouadhibou de 180 mégawatts et a affirmé qu'environ 300 mégawatts supplémentaires seront injectés dans le réseau national d'ici la fin de l'année, grâce à une production d'énergie entièrement locale.

Agence

TCHAD

La SFI prépare un financement de 10 millions \$ pour soutenir les PME

Cet investissement devrait permettre à Coris Bank d'élargir son offre de crédit aux PME dans un contexte marqué par l'accès limité aux financements de long terme sur le marché tchadien.

La Société financière internationale (SFI), branche du Groupe Banque mondiale dédiée au secteur privé, prévoit d'accorder un financement pouvant atteindre 10 millions de dollars à Coris Bank International Tchad (CBI Tchad), filiale locale de Coris Holding. Selon la note d'information de l'institution publiée vendredi 22 mai, l'opération prendra la forme d'un prêt senior de cinq ans, dont 5 millions de dollars seront financés directement par la SFI, complétés par un prêt syndiqué mobilisé auprès d'autres partenaires financiers. Ce financement vise à renforcer les capacités de la banque dans le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), notamment à travers des crédits de long terme destinés principalement aux secteurs du commerce, de la production industrielle, de la construc-

tion, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Au moins 15 % des ressources devront être orientées vers des entreprises détenues ou dirigées par des femmes. Avec cette opération, Coris Bank cherche à renforcer sa présence sur le segment des PME, encore peu desservi par les banques commerciales au Tchad. Comme ailleurs en Afrique centrale, les établissements bancaires privilégient traditionnellement les grandes entreprises, les multinationales et les activités jugées moins risquées, en raison notamment du manque de garanties offertes par les petites structures et de la rareté des financements de long terme. La SFI estime pourtant que les besoins de financement des PME tchadiennes restent considérables. L'institution évalue le déficit de financement des MPME à près

de 1,5 milliard de dollars, soit plus de 14 % du produit intérieur brut du pays. Par ailleurs, l'institution prévoit également un accompagnement technique pour aider la banque à améliorer ses pratiques en matière de gestion des risques et de financement des chaînes de valeur agricoles. Le projet doit encore être examiné par le conseil d'administration de la SFI le lundi 22 juin. S'il est approuvé, il viendra renforcer la stratégie de développement régional de Coris Holding, groupe bancaire fondé au Burkina Faso et désormais présent dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Au Tchad, Coris Bank dispose actuellement d'un réseau de 13 agences et figure parmi les principaux établissements bancaires du pays.

R. I.

RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Le Cameroun lance le déploiement de 20 000 compteurs intelligents

Face aux fraudes, aux pertes financières et aux pannes qui fragilisent son réseau électrique, le Cameroun doit impérativement moderniser son système. L'adoption de compteurs intelligents s'impose comme une nécessité pour sécuriser les revenus, fiabiliser la facturation et stabiliser l'offre. Le ministère camerounais de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) a annoncé, le mercredi 27 mai, le lancement du déploiement de 20 000 compteurs intelligents. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de réformes du secteur de l'électricité (PRSEC PforR) et soutenu par la Banque mondiale. Il vise à améliorer le suivi des consommations, réduire les pertes techniques et renforcer

la fiabilité de la facturation. Le dispositif repose sur une infrastructure de comptage avancée (Advanced Metering Infrastructure - AMI), capable de transmettre automatiquement les données de consommation électrique. Selon le MINEE, cette technologie permettra un suivi en temps réel des usages énergétiques et une meilleure détection des anomalies, des fraudes et des pertes non techniques qui pèsent sur les finances du secteur. Le projet est piloté par l'Unité de coordination du programme sous la tutelle du MINEE, en collaboration avec la Société camerounaise d'électricité (Socadel, ex Eneo). Après les tests techniques réalisés entre janvier et février 2026, les équipements ont été ré-

ceptionnés en avril, ouvrant la voie au déploiement progressif des compteurs. Un centre de données est également en cours d'installation à Douala afin de centraliser et sécuriser les informations issues des compteurs intelligents. Cette initiative s'inscrit dans le Plan de redressement du secteur de l'électricité (PRSEC) déployé sur la période 2024-2026, évalué à près de 400 milliards FCFA (710 millions \$). Le programme bénéficie notamment d'un financement de 180 milliards FCFA de la Banque mondiale et de 48 milliards FCFA de la Banque africaine de développement. Au delà des compteurs intelligents, le PRSEC prévoit plusieurs chantiers destinés à améliorer la

qualité du service électrique, parmi lesquels l'extension du réseau, le renforcement des postes de transformation, le remplacement de plus de 50 000 poteaux en bois et la migration progressive de 1,5 million de compteurs postpayés vers des compteurs prépayés. Pour les pouvoirs publics, la numérisation du comptage constitue donc un levier stratégique afin d'améliorer la gouvernance énergétique, sécuriser les revenus des opérateurs et accompagner la hausse de la demande électrique liée à la croissance urbaine et industrielle du pays.

R. I.

EN AFRIQUE DU SUD

Eskom entame la construction d'une centrale solaire de 75 MW

La future centrale fait partie de 17 projets d'énergies renouvelables hautement prioritaires qui seront construits sur les sites de centrales à charbon de la compagnie. L'objectif est de diversifier le mix énergétique du pays, tout en préservant la stabilité du réseau. La compagnie d'électricité publique sud-africaine Eskom a annoncé, le mercredi 27 mai, le lancement des travaux de construction d'une centrale solaire de 75 mégawatts (MW) pour réduire le poids du charbon dans le mix énergétique du pays. Ce projet, qui doit être construit sur le site de la centrale thermique de Lethabo dans la province du Free-State (Centre), marque la première étape d'un programme d'intégration de la production d'énergies renouvelables à grande échelle au sein du parc de centrales à charbon d'Eskom. La centrale solaire, dont le coût est estimé à 1,2 milliard de rands (environ

73,9 millions USD), devrait produire environ 147 gigawattheures (GWh) d'électricité par an, alimentant ainsi quelque 60 000 foyers, selon un communiqué publié par l'entreprise. « La semaine dernière, nous avons célébré 365 jours sans délestage (...). Maintenant que nous avons mis en place une plateforme électrique stable sur laquelle l'économie sud-africaine peut s'appuyer pour se développer, nous pouvons faciliter l'intégration des sources d'énergie renouvelables, comme l'exige le Plan intégré des ressources (IRP) 2025, afin de garantir la sécurité énergétique future », a déclaré le directeur général du groupe Eskom, en marge de la cérémonie de pose de première pierre de la centrale, qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Électricité et de l'énergie, Kgosientsho Ramokgopa. « Nos centrales au charbon restent essentielles à la stabilité du réseau, et nous renforçons cette base en intégrant des

capacités renouvelables sur le même site. En tirant parti des infrastructures de transport existantes, des raccordements au réseau et de notre solide expertise opérationnelle, nous pouvons déployer de nouvelles capacités de production rapidement et à grande échelle, sans compromettre la fiabilité du système », a souligné de son côté Bheki Nxumalo, le directeur exécutif du groupe chargé de la production. La centrale s'inscrit dans le cadre plus large du portefeuille d'initiatives d'Eskom en matière d'énergies renouvelables et de stockage, actuellement en cours de développement. Elle fait partie des 17 projets hautement prioritaires qui seront construits sur les sites des centrales à charbon existantes de la compagnie. Ensemble, ces projets devraient fournir environ 6 gigawatts (GW) de nouvelles capacités d'ici 2030. Ils devraient être implantés dans plu-

sieurs centrales thermiques, dont celles d'Arnot, Duvha, Majuba, Tutuka, Lethabo, Komati, Kendal, Kusile, Hendrina, Camden et Grootvlei, pour accélérer le déploiement, réduire les coûts et renforcer la résilience du réseau. Le financement de ces projets sera assuré par des fonds figurant au bilan d'Eskom, sans recourir à des emprunts supplémentaires, conformément aux conditions d'allègement de la dette de l'entreprise fixées par le Trésor national. À l'échelle nationale, la capacité solaire installée en Afrique du Sud a dépassé 11,25 gigawatts (GW) à fin 2025, avec plus de 2 GW de nouvelles capacités ajoutées durant l'année écoulée seulement, selon le rapport « Renewable capacity statistics 2026 » publié en mars dernier par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

Agence

BATTERIES

Le CCB et Standard Bank s'associent pour structurer des projets bancables

Le Conseil congolais de la batterie (CCB) et Standard Bank RDC ont signé, le 28 mai 2026 à Kinshasa, un memorandum d'entente destiné à soutenir la structuration de projets industriels finançables dans la chaîne de valeur des batteries. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Industrie, Justin Kalumba. Selon la communication du CCB, cet accord vise à rapprocher les priorités industrielles nationales des exigences de bancabilité et des mécanismes de financement adaptés. Il doit notamment permettre d'accompagner la maturation de projets liés à l'industrie locale des batteries et aux minerais stratégiques en République démocratique du Congo. Dans ce cadre, le CCB poursuivra son rôle d'identification, de qualification et de mise en cohérence des projets industriels. De son côté, Standard Bank RDC apportera son expertise en matière de structuration financière et de mobilisation de capitaux. Les deux partenaires entendent ainsi faciliter l'émergence de projets mieux préparés aux exigences des investisseurs, dans un secteur où les besoins en capitaux, en structuration technique et en crédibilité financière restent élevés. Pour la directrice générale de Standard Bank RDC, Marie-Gabrielle Opese, cet accord s'inscrit dans la volonté d'accompagner la vision portée par le CCB, qui vise à positionner la RDC dans la chaîne de valeur mondiale des batteries.

Des projets encore à préciser « Nous sommes convaincus que la création de valeur locale, l'industrialisation et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales constituent des leviers essentiels pour une croissance durable et inclusive », a-t-elle déclaré. Selon le CCB, la signature de ce memorandum marque une nouvelle étape dans les efforts engagés par la RDC pour renforcer son positionnement dans les industries liées à la transition énergétique. Le ministre de l'Industrie, Justin Kalumba, a, pour sa part, souligné que la transformation locale des minerais stratégiques pourrait contribuer à accélérer le développement industriel du pays, tout en générant de nouvelles ressources susceptibles de soutenir d'autres secteurs de l'économie nationale. À ce stade, le memorandum ne précise pas encore les projets concernés, les montants à mobiliser ni le calendrier de mise en œuvre. Il constitue surtout un cadre de collaboration entre le CCB et Standard Bank RDC pour préparer des projets susceptibles d'attirer des financements.

Agence

BOURSE

Un positivisme toujours plus positif

Malgré une guerre qui ravive les tensions inflationnistes, pousse les banques centrales à durcir leur discours et ramène les obligations d'Etat près de leurs sommets, les grands indices boursiers montent éperdument pour atteindre de nouveaux records.

Depuis le début de l'année, le S&P 500 s'adapte près de 10%, le Nasdaq 100 environ 19% et le STOXX 600 environ 8%.

La guerre a pourtant un impact économique tangible. Les chocs énergétiques peuvent provoquer une inflation aussi rapide à monter qu'à refluer, mais les grandes banques centrales semblent néanmoins se diriger vers de nouvelles hausses de taux en juin ou plus tard dans l'année. Même en cas de cessez-le-feu durable à court terme, ni les flux énergétiques ni les cours du pétrole ne devraient se normaliser immédiatement.

Et bien qu'on ne parle que d'accord et de cessez-le-feu, des questions centrales restent en suspens – notamment à propos de l'enrichissement d'uranium –, ce qui indique que les incertitudes pourraient s'installer durablement, même après une désescalade. Rappelons que lorsque Donald Trump avait déclaré la guerre à l'Iran, il avait promis la fin du régime et l'impossibilité pour l'Iran de mener à bien son programme nucléaire. Trois mois plus tard, force est de constater que l'Iran a mieux résisté que prévu.

Dans ce contexte, les banques centrales du Japon, du Royaume-Uni, de la zone euro et des Etats-Unis ont toutes orienté leur communication vers une, voire plusieurs hausses de taux cette année. L'issue de la guerre et l'ampleur réelle de son effet inflationniste détermineront le rythme de ce durcissement.

A première vue, les investisseurs semblent donc fermer les yeux et se boucher les oreilles à propos de la détérioration du décor macroéconomique. Mais cet optimisme n'est pas nécessairement irrationnel. Il repose d'abord sur des bénéfices solides, en particulier aux Etats-Unis.

La saison des résultats du premier tri-

mestre a été très favorable aux entreprises américaines. Les sociétés du S&P 500 ont enregistré leur plus forte progression des bénéfices depuis 2021, quand la comparaison se faisait avec 2020. Les prévisions de bénéfices pour 2026 ont ainsi été révisées à la hausse, aussi bien pour les Mag7, attendues à 34,9% contre 24,3% au 31 mars, que pour le reste de l'indice, attendu à 17,9% contre 14,7% il y a deux mois. Le cœur du mouvement reste évidemment l'intelligence artificielle. Les bénéficiaires de l'infrastructure IA représenteraient près de la moitié de la hausse des bénéfices du S&P 500, selon les analystes de Goldman Sachs. Les dépenses d'investissement des hyperscalers continuent d'augmenter et sont estimées à environ 750 milliards de dollars cette année.

La question de la rentabilité de ces investissements reste centrale. Elle dira si un tel rythme peut être justifié dans les prochaines années. Mais, pour l'instant, toute la chaîne de valeur en bénéficie. La plupart de ces dépenses sont encore à venir et les ratios de valorisation de ces acteurs ne paraissent pas particulièrement délirants.

En Europe, la dynamique est différente. Il faut rappeler que la hausse du STOXX 600 s'est surtout construite avant la guerre. Depuis le début du mois de mars, l'indice ne progresse que d'environ 2%. Cette performance reste honorable, d'autant que la saison des résultats a été plus que correcte, en grande partie grâce aux valeurs énergétiques. Mais le STOXX 600 ne bénéficie pas de la même concentration de mégacaps IA que le S&P 500 ou le Nasdaq. De plus, l'économie européenne a été davantage touchée par la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, ce qui pousse la BCE à être plus encline que la Fed à agir sur ses taux lors de la

réunion de juin.

L'optimisme européen est donc moins robuste qu'outre-Atlantique. En Europe, le marché soutient plutôt l'idée de valorisations moins tendues, de bénéfices corrects et d'espoir que le pire soit évité. Enfin, dans cette configuration de marché haussier mais hautement concentré, on peut facilement être frustré et avoir

l'impression de passer à côté du rendement qu'offre le marché, notamment pour les 'stock-pickers value' dont l'objectif est de long terme. Rappelons qu'il est souvent plus intelligent de maintenir son cap et de ne pas changer de stratégie en l'absence de raisons personnelles.

R I/Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Mai 2026
Valeur : 02 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.0979	133.1129
1	EUR EURO	154.8993	154.9301
1	GBP POUND STERLING	179.3047	179.3491
100	JPY JAPANESE YEN	83.6042	83.6189
1	CNY CHINESE YUAN	19.6110	19.6158
1	CHF SWISS FRANC	169.6595	169.7003
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.4198	96.4377
1	DKK DANISH KRONE	20.7298	20.7335
1	SEK SWEDISH KRONA	14.3090	14.3128
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3818	14.3862
1	AED UAE DIRHAM	36.2339	36.2459
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4691	35.4750
1	KWD KUWAITI DINAR	433.8263	434.0166
1	TND TUNISIAN DINAR	45.3313	45.7869
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4577	14.4594
1	LYD LIBYAN DINAR	20.9017	21.0090
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3384	3.3488
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.8718	181.8718

STMICROELECTRONICS

+35% en un mois, quel avenir pour le leader du CAC 40?

Avec un gain de plus de 35% sur le dernier mois et une envolée de 145% depuis le début de l'année, STMicroelectronics (ST) s'est imposé comme la véritable locomotive du CAC 40. Le groupe franco-italien bénéficie d'un alignement de planètes rare : un contrat historique avec Amazon Web Services (AWS), un marché des data centers en pleine ébullition et un rebond cyclique de la demande en semi-conducteurs. Désormais, la pérennité de ce rallye boursier dépendra d'un arbitrage crucial : le ratio entre investissements massifs et retour sur capital.

Longtemps considéré comme trop dépendant de l'automobile et de l'électronique grand public, STMicroelectronics a réussi un repositionnement stratégique réussi vers les infrastructures numériques. Ce pivot porte-t-il aujourd'hui ses fruits? Le parcours boursier du groupe peut le laisser croire : +35% en un mois et 145% depuis janvier 2026.

La publication des derniers résultats trimestriels en avril dernier a

validé ce retournement de cycle. STMicroelectronics a fait état d'un chiffre d'affaires en progression de +23% sur un an, à 3,10 milliards de dollars. Cette performance reflète à la fois la normalisation des stocks chez les distributeurs et une demande résiliente dans l'électronique embarquée et industrielle.

Le contrat avec Amazon Web Services (AWS) change la perception du marché

Au-delà de ces éléments, l'accélération de STMicroelectronics dans l'intelligence artificielle a effectivement catalysé l'enthousiasme des marchés. L'officialisation en février dernier d'un méga-contrat de plusieurs milliards de dollars avec Amazon Web Services (AWS) a propulsé le groupe au cœur du Cloud de nouvelle génération. STMicroelectronics y fournit ses composants critiques : microcontrôleurs avancés, capteurs MEMS optimisés et puces de gestion de l'énergie. Cette dynamique devrait encore monter en puissance. La direction estime que le chiffre d'affaires

lié aux data centers pourrait à ce titre « dépasser confortablement » 500 millions de dollars dès 2026 et franchir le seuil du milliard de dollars en 2027.

Des perspectives jugées encourageantes par les analystes

Les investisseurs ont aussi salué les prévisions du deuxième trimestre : un chiffre d'affaires attendu à 3,45 milliards de dollars au point médian, soit +24,9% sur un an. Plusieurs analystes, dont UBS et JPMorgan, ont relevé leurs estimations de bénéfice par action pour 2026 de 15 à 19%.

Les analystes remarquent également l'extrême résilience du groupe, notamment vis-à-vis de la guerre au Moyen-Orient. « Nous ne subissons absolument aucun impact au niveau de l'approvisionnement : soit nous disposons de stocks stratégiques, soit nous avons mis en place un protocole de réacheminement pour l'approvisionnement », avait notamment déclaré la direction, interrogée à propos de l'impact de la situation

au Moyen-Orient sur son approvisionnement en matières premières et en énergie.

Le défi de la rentabilité : l'œil du marché sur les flux de trésorerie

C'est ici que l'analyse se fait plus fine pour l'investisseur particulier comme institutionnel. Si la croissance du chiffre d'affaires est bien là, la rentabilité opérationnelle reste un chantier en cours de reconstruction.

Le free cash-flow, c'est-à-dire la trésorerie générée par l'activité après les investissements, est ainsi ressorti temporairement négatif à -723 millions de dollars au premier trimestre 2026. Un chiffre impressionnant mais à relativiser : il intègre un décaissement majeur de 895 millions de dollars lié au paiement final de l'acquisition des capteurs MEMS de NXP. À moyen terme, le marché attend surtout un redressement progressif des marges. JPMorgan estime notamment que STMicroelectronics pourrait ramener sa marge brute légèrement au-dessus de 40%

d'ici 2028, et a relevé récemment son objectif de cours de 38 à 48 euros. Après une hausse verticale de +145% depuis le début de l'année, le titre STMicroelectronics intègre donc une grande partie des bonnes nouvelles à court terme. Si les investissements industriels actuels pèsent mécaniquement sur les marges immédiates, les relais de croissance liés à l'IA et aux infrastructures cloud offrent une visibilité à faire jalouser beaucoup d'entreprises, concurrentes ou pas.

Le marché considère désormais que le virage stratégique de la croissance est réussi. Le prochain défi est de démontrer que cette montée en puissance peut s'accompagner d'une amélioration durable des marges et de la génération de cash-flow. Pour les investisseurs en quête de diversification technologique, le titre offre un profil de croissance attractif, à condition d'accepter une volatilité élevée et de suivre de près l'exécution opérationnelle des prochains trimestres.

Agence

RISQUE DE PÉNURIE DE PÉTROLE DÈS L'ÉTÉ

Le FMI et la Banque Mondiale alertent

Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et plusieurs organisations internationales alertent sur un risque de pénurie de pétrole dès cet été si le trafic maritime ne revient pas à la normale dans le détroit d'Ormuz. Un scénario qui ferait flamber le prix du kérosène et pèserait lourdement sur le transport aérien civil.

R I/Agence

Le cœur des inquiétudes se situe dans le détroit d'Ormuz, par où transite environ 20% des hydrocarbures mondiaux. La guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran a entraîné des fermetures et de lourdes restrictions sur ce couloir stratégique.

« Les stocks mondiaux de pétrole se réduisent à un rythme record du fait de la perte majeure de livraisons passant par le détroit d'Ormuz », avertissent dans un communiqué commun le FMI, la Banque mondiale, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon ces institutions, si la circulation maritime ne revient pas rapidement à la normale, la baisse continue des réserves « représenterait un risque accru en termes de sécurité énergétique et plus largement de résistance de l'économie ».

Un risque de pénurie dès l'été

Les organisations internationales pointent un horizon de plus en plus proche : celui du pic de demande de l'été dans l'hémisphère Nord. Elles estiment que, sans normalisation rapide du trafic maritime dans le Golfe, les stocks pourraient être insuffisants pour absorber ce surcroît de

consommation, kérosène pour l'aviation, essence pour véhicules terrestres, etc.

Pour l'heure, le recours aux réserves stratégiques et un tassement partiel de la demande ont permis de contenir le choc, même si « cela ne signifie pas que cette adaptation s'est faite sans difficultés partout ». Mais ces marges de manœuvre ne sont pas illimitées. L'AIE souligne que l'absence de nouvelles cargaisons chargées dans le Golfe depuis le début de la guerre rend la situation « plus critique en avril qu'en mars ».

Le kérosène, nerf de la guerre pour l'aviation

Dans ce contexte, le transport aérien civil se trouve en première ligne. Le kérosène représente souvent entre 25% et 35% des coûts d'exploitation d'une compagnie aérienne, un poste extrêmement sensible à la volatilité du baril. Depuis le début de la crise au Moyen-Orient, plusieurs rapports soulignent que le coût du carburacteur a « plus que doublé » sur certaines périodes, entraînant une pression immédiate sur les tarifs aériens.

En mai, la flambée du kérosène poussait des compagnies aériennes à réduire leur offre de sièges et à ajuster leurs programmes de vols, afin de préserver leur rentabilité. Une pénurie de pétrole ou une

nouvelle envolée des prix rendraient ces arbitrages encore plus brutaux, avec à la clé des coupes de capacité, des reroutages coûteux et des hausses de prix pour les passagers. Les compagnies aériennes asiatiques, qui dépendent largement des approvisionnements de pétrole du Golfe, sont les exposées.

Tarifs sous pression et risques sur l'offre de vols

Une raréfaction de l'offre de pétrole, même temporaire, renchérirait directement le kérosène livré aux compagnies. Pour absorber ce choc, les transporteurs disposent de quelques leviers : recourir à des couvertures financières, optimiser les plans de vol, utiliser des avions plus économes, ou réduire les fréquences sur les routes les moins rentables. Mais ces marges de manœuvre ont leurs limites. Les organisations internationales préviennent qu'une baisse prolongée des stocks « avant le pic de demande de l'été » pourrait contraindre certains opérateurs à réduire fortement leur activité. Les lignes longues et gourmandes en carburant, comme les vols intercontinentaux, seraient particulièrement exposées, avec un risque de voir les prix des billets grimper et l'offre se concentrer sur les routes les plus demandées.

EN SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES

Le Japon dépense plus de 500 milliards de yens

Le gouvernement japonais a décidé d'utiliser 513,5 milliards de yens (3,2 milliards de dollars) de ses réserves pour l'exercice 2026 afin de continuer à subventionner les prix de l'électricité pendant cet été et cet automne, atténuant ainsi l'impact de la hausse des prix des carburants causée par la crise du Moyen-Orient. Ryosei Akazawa, ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, explique la reprise des subventions sur l'électricité lors d'une

conférence de presse à Tokyo le 26 mai 2026. Photo : Kyodo
Selon l'agence Kyodo, la dernière subvention de 513,5 milliards de yens permettra de couvrir les coûts d'électricité et de gaz de juillet à septembre. Cela réduira le coût moyen de 5 000 yens par ménage au Japon. Le ministre japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie, Ryosei Akazawa, a fait cette déclaration lors d'une conférence de presse le

26 mai, au cours de laquelle il a présenté des solutions d'économie d'énergie pour les appareils ménagers et les automobiles. En conséquence, le Japon subventionnera l'électricité à hauteur de 3,5 yens/kilowattheure en juillet et septembre, et de 4,5 yens/kilowattheure en août 2026, au moment où la consommation d'électricité atteindra son pic. L'année dernière, le Japon a subventionné le prix de l'électricité à hauteur

de 2 yens par kilowattheure en juillet et en septembre. En août, cette subvention a été portée à 2,4 yens. Pour le gaz naturel, le gouvernement accordera une subvention de 14 yens/m³ en juillet et septembre, et de 18 yens en août. Ce programme de subventions contribuera également à alléger le coût de l'électricité pour les petites et moyennes entreprises.

R I.

CHINE-UE

Pékin menace de riposter à de nouvelles restrictions commerciales

Les relations économiques entre la Chine et l'Union européenne s'orientent vers une phase plus délicate, après que Pékin a averti qu'elle prendrait des « contre-mesures fermes » si l'UE allait de l'avant dans l'imposition de nouvelles restrictions commerciales sur les importations chinoises.

Bruxelles étudie, de son côté, des outils supplémentaires pour faire face à ce qu'elle considère comme une surcapacité de production chinoise menaçant des secteurs industriels européens clés, selon l'agence Bloomberg. Imposer des restrictions qualifiées de discriminatoires à l'encontre des produits chinois.

L'avertissement chinois intervient après des discussions tenues par la Commission européenne le 29 mai sur la politique économique et commerciale à l'égard de la Chine, dans un contexte d'inquiétude croissante en

Europe face à l'afflux de produits chinois sur les marchés européens à bas prix, exerçant une pression sur les entreprises locales et aggravant les déséquilibres commerciaux, selon Bloomberg.

Malgré le ton ferme de cet avertissement, le ministère chinois du Commerce a affirmé que les canaux de communication avec l'Union européenne restaient ouverts, soulignant que les deux parties examinent la mise en place d'un mécanisme de consultation sur le commerce et l'investissement afin de traiter les différends économiques croissants.

Un déficit commercial en hausse

Ces développements interviennent alors que les inquiétudes européennes s'intensifient face à l'élargissement de l'écart commercial avec la Chine. Selon des données de la Commission

européenne rapportées par Politico, le déficit commercial de l'Union européenne avec la Chine a atteint environ 360 milliards d'euros l'an dernier, contre 312 milliards d'euros en 2024, tandis que les données montrent une poursuite de l'élargissement de cet écart au premier trimestre 2026. Bruxelles estime qu'une grande partie de ce déséquilibre est liée à l'afflux croissant de produits chinois sur le marché européen, notamment les voitures, les panneaux solaires, les vêtements, ainsi qu'un large éventail de biens industriels et de consommation, selon Politico.

Dans un communiqué publié à l'issue des dernières discussions et cité par Politico, la Commission européenne a estimé que « la situation actuelle de la relation commerciale et d'investissement avec la Chine n'est pas soutenable », ajoutant que l'imbrication des intérêts économiques et sécuritaires

exige une réponse européenne « plus forte et plus cohérente ».

La surproduction chinoise au cœur du débat

Selon Politico, le débat européen porte principalement sur ce que Bruxelles qualifie de surcapacité de production en Chine, qui pousse les entreprises chinoises à exporter d'importantes quantités de marchandises à bas prix vers les marchés étrangers. Des responsables européens affirment que cet afflux croissant de produits chinois exerce une pression de plus en plus forte sur les industries européennes. La Commission européenne, selon Politico, a indiqué que certains secteurs industriels font face à une concurrence accrue menaçant les usines et les emplois en Europe.

R I/Agence

**COOPÉRATION
Renforcement du
Partenariat
stratégique global
Vietnam-Australie**

À l'occasion de sa participation au Dialogue de Shangri-La, le membre du Bureau politique et ministre vietnamien des Affaires étrangères, Lê Hoài Trung, a reçu le 30 mai à Singapour la secrétaire adjointe au ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, Jan Adams.

Lors de la rencontre, le chef de la diplomatie vietnamienne s'est félicité du développement positif, concret et substantiel du Partenariat stratégique global Vietnam-Australie, notamment de la coopération efficace entre les deux ministères des Affaires étrangères, tant sur le plan bilatéral qu'au sein des forums régionaux et internationaux.

Lê Hoài Trung a proposé aux deux parties de poursuivre leur coordination dans la préparation des activités d'échanges et de contacts de haut niveau afin de renforcer davantage la confiance politique, d'accélérer la mise en œuvre des engagements et accords conclus, ainsi que de promouvoir la coopération pour le développement de la sous-région du Mékong. Il a également souhaité que les dirigeants australiens puissent participer au 3e Forum sur l'avenir de l'ASEAN, prévu au Vietnam les 9 et 10 juin prochain. Pour sa part, Jan Adams a salué les importantes réalisations enregistrées récemment par le Vietnam. Elle a particulièrement apprécié le discours liminaire du secrétaire général du Parti communiste du Vietnam et président de la République, Tô Lâm, au Dialogue de Shangri-La, exprimant notamment son accord avec les propositions vietnamiennes visant à renforcer les capacités de diplomatie préventive dans la région.

Agence

À 48H DU COMPUTEX

NVIDIA et Microsoft teasent l'annonce PC de l'année

Après deux ans de faux départs et de rendez-vous manqués, la puce ARM de NVIDIA pour PC portables semble enfin prête à montrer le bout de son silicium. Reste à savoir si Jensen Huang tiendra sa promesse cette fois.

C'est un secret de polichinelle désormais : NVIDIA prépare des puces pour ordinateurs portables. Depuis bientôt deux ans, les fuites s'accumulent, les prototypes circulent sous le manteau, et les dates de lancement glissent avec une régularité presque rassurante. NVIDIA avait raté le Computex 2025 (la puce n'était pas prête), puis le CES 2026 (des défauts de conception et des retards côté Windows ARM avaient été invoqués). Dell avait même planifié un lancement pour novembre 2025 avant de reporter discrètement.

Autant le dire clairement : le N1X avait pris des airs d'arlésienne.

Vendredi 29 mai, le ton a changé. Arm, NVIDIA et Microsoft ont publié simultanément le même message sur X : « A new era of PC », accompagné de coordonnées GPS pointant vers le Taipei Music Center. C'est là que Jensen Huang tiendra sa keynote GTC le 1er juin. Quelques heures plus tard, Pavan Davuluri, responsable Windows et Surface chez Microsoft, abondait en déclarant que « quelque chose d'inédit arrivait pour les développeurs »

L'écosystème n'a pas attendu l'annonce officielle

D'ordinaire, les constructeurs de PC attendent qu'un fournisseur de puces officialise son produit avant de montrer leurs machines. Cette fois, quatre



grands fabricants se sont découverts avant même la keynote. VideoCardz a repéré un embargo Dell pour un XPS équipé du N1X, daté du 31 mai, soit la veille de l'annonce. Lenovo a fuité via un leaker chinois une liste de sept PC portables motorisés par les puces N1 et N1X.

Parmi eux, un Legion 7 de 15 pouces qui serait l'un des tout premiers laptops gamers sous Windows on ARM (oui, un portable gaming ARM, on y est). ASUS a publié sur X un teaser vidéo pour ce qui ressemble à un ProArt sous puce N1.

Côté Microsoft, le teaser de Davuluri

laisse entrevoir de nouveaux appareils Surface.

Sur le plan technique, les fuites convergent depuis des mois et les spécifications commencent à se préciser. Le N1X embarquerait un CPU ARM à 20 cœurs (10 Cortex X925 performants + 10 Cortex A725 efficaces), un GPU Blackwell à 6 144 cœurs CUDA offrant des performances de classe RTX 5070 mobile, le tout gravé sur le noeud 3 nm chez TSMC. NVIDIA développe cette puce avec MediaTek depuis 2024. Jensen Huang avait montré un prototype de mini-PC DGX Spark au CES 2025, équipé du GB10 dont le N1X partage

l'architecture, sans donner de date pour la déclinaison laptop.

Ce que NVIDIA apporte (et que Qualcomm n'a pas)

La différence tient en quatre lettres : CUDA. Qualcomm domine aujourd'hui Windows on ARM avec ses Snapdragon X, mais ses puces ne prennent pas en charge la pile logicielle de NVIDIA. Or CUDA est omniprésente dans le développement IA, la 3D professionnelle et le gaming. Un laptop N1X offrirait pour la première fois un accès natif à CUDA, aux Tensor Cores et au ray tracing matériel sur une plateforme ARM sous Windows. Pour les développeurs IA qui jonglent entre PyTorch, TensorFlow et des modèles locaux, c'est un argument qui pèse.

Pour les joueurs, c'est la promesse d'un GPU intégré capable de rivaliser avec une carte graphique mobile (ce que Qualcomm n'a pas réussi à proposer en près de 2 ans avec sa plateforme). Pour Apple, c'est le premier concurrent sérieux à ses puces M sur le terrain de la performance par watt avec un GPU puissant intégré et l'accès à tout l'écosystème Windows. Deux ans de retards et de faux départs, et pourtant Dell, Lenovo, ASUS et Microsoft alignent leurs produits à la même date, au même endroit. Réponse officielle le 1er juin.

LA CONTROVERSE AGITE LA CYBERSÉCURITÉ

Microsoft tente-t-il de faire taire un chercheur ?

Depuis début avril 2026, un certain Nightmare Eclipse, chercheur anonyme, a publié six failles zero-day dans Windows sans en avertir Microsoft au préalable. Redmond a répondu par un billet de blog menaçant d'une enquête pénale. Dans la communauté de la cybersécurité, la réaction ne s'est pas fait attendre. D'après les billets publiés sur son blog, Nightmare Eclipse, qui opère aussi sous les noms Chaotic Eclipse et Dead Eclipse, affirme avoir voulu signaler les failles à Microsoft par le canal habituel. Ce canal, c'est le Microsoft Security Response Center (MSRC), un portail en ligne où les chercheurs indépendants soumettent les vulnérabilités qu'ils découvrent. Or, selon lui, Microsoft lui a révoqué l'accès à ce portail avant même qu'il ne publie quoi que ce soit. Sans ce compte, il n'avait plus de moyen officiel de contacter l'entreprise. Pour le moment, Microsoft fait la carpe. Entre le 3 avril et le 17 mai derniers, six exploits fonctionnels ont été mis en ligne sur GitHub puis GitLab. BlueHammer (CVE-2026-33825) et RedSun (CVE-2026-41091) permettent à un attaquant d'obtenir les droits SYSTEM sur Windows en passant par Microsoft Defender. UnDefend

(CVE-2026-45498) bloque les mises à jour des définitions antivirus, au point que Defender ne peut plus détecter de nouvelles menaces. YellowKey (CVE-2026-45585) va plus loin encore : avec une clé USB modifiée et un redémarrage, on contourne BitLocker sans identifiant ni code PIN. GitHub et GitLab ont depuis supprimé les comptes du chercheur.

Trois exploits déjà utilisés dans des attaques, un seul correctif disponible

Trois de ces six failles ont servi dans des intrusions réelles avant qu'un correctif n'existe. La société Huntress Labs a observé des attaques exploitant BlueHammer dès le 10 avril. L'agence américaine de cybersécurité CISA a ajouté la faille à son catalogue de vulnérabilités activement exploitées le 22 avril. Microsoft a publié un patch pour BlueHammer lors du Patch Tuesday d'avril. RedSun, UnDefend, YellowKey et GreenPlasma, eux, n'ont toujours pas de correctif officiel. Microsoft a publié un billet sur le blog du MSRC pour critiquer Nightmare Eclipse. L'entreprise lui reproche de n'avoir pas tenté de coordonner la divulgation, et mentionne son Digital Crimes Unit (DCU), une division dont le



rôle est d'engager des poursuites civiles et de transmettre des signalements aux forces de l'ordre. Katie Moussouris, fondatrice de Luta Security, a travaillé chez Microsoft au milieu des années 2000 et y a construit le premier programme de bug bounty de l'entreprise. Dans les colonnes de TechCrunch, elle a dit que mentionner la DCU dans ce contexte allait pousser les chercheurs à ne plus signaler leurs découvertes à Microsoft.

En juillet 2026, Microsoft change aussi ses règles de rémunération des chercheurs

Le moment choisi par Microsoft pour cette sortie publique est sujet à interprétations. À partir de juillet 2026, le MSRC modifie son programme de reconnaissance des chercheurs : le classement par points disparaît, remplacé par un classement fondé sur les primes effectivement versées. Cette réforme est en cours au moment

même où le bras de fer avec Nightmare Eclipse est au plus haut. En clair, au moment où le chercheur a publié ses failles, le programme de bug bounty de Microsoft était en pleine transition. Si le chercheur avait voulu être rémunéré via le canal officiel, il l'aurait fait sous un système encore fondé sur des points, pas sur des primes en argent.

D'après l'analyse publiée par Baracuda Networks, MiniPlasma, un des six exploits publiés, exploite un problème que Google Project Zero avait identifié en 2020 et dont le correctif n'aurait jamais été déployé en production sur Windows 11. Kevin Beaumont, chercheur indépendant et ancien employé de Microsoft, a publié un billet très critique sur la gestion de cette affaire par l'entreprise. Sur X, des dizaines d'autres chercheurs, à l'instar de vx-underground, ont décrit leurs propres expériences de signalements restés sans réponse au MSRC. Nightmare Eclipse a prévenu qu'une nouvelle divulgation était prévue pour le 14 juillet 2026, date du prochain Patch Tuesday. Depuis les bannissements de GitHub et GitLab, le chercheur n'a plus rien publié.

Mitsubishi annonce le retour d'un des 4x4 les plus appréciés dans le monde

Retiré du catalogue en 2021, le Mitsubishi Pajero va revenir. Éclipsés par des SUV toujours plus civilisés au détriment de leurs capacités de franchissement, les 4x4 à l'ancienne sont une espèce en voie de disparition. La réapparition de ce franchisseur mythique réjouira donc les aficionados, même si ces derniers se font de plus en plus rares dans l'Hexagone où le malus fait rage. Peu d'informations ont pour le moment circulé au sujet du nouveau venu, mais quelques indices laissent présager qu'il devrait se montrer à la hauteur de sa réputation.

À l'automne 2026, Mitsubishi dévoilera un nouveau modèle à l'appellation ô combien emblématique : Pajero. Une cinquième génération déjà aperçue en phase de test va relancer la dynastie. Le baroudeur avait disparu de tous les catalogues mondiaux en 2021 après une carrière ininterrompue de près de 40 ans. Depuis la première génération lancée en 1982, le 4x4 s'est illustré avec certaines variantes inattendues comme une version kei-car, des cabriolets et même des transformations en minivan. Il s'est aussi forgé une solide réputation en sport automobile en remportant quatre fois le Paris-Dakar. Aujourd'hui encore, il reste très populaire auprès des amateurs de tout-terrain et des voyageurs au long cours peu adeptes des routes bitumées. C'est dire si cette cinquième génération est attendue au tournant.

Le futur Mitsubishi Pajero, un produit mondial

Comme ses prédécesseurs, diffusés dans 170 pays à plus de 3,2 millions d'exemplaires, le prochain Pajero aura vocation à être un produit mondial. L'appellation Montero sera ainsi conservée sur les marchés hispanophones, le nom Pajero ayant une signification peu flatteuse en espagnol... Le baroudeur devrait rester fidèle à son concept de gros break doté de véritables capacités de franchissement. Pour le moment, Mitsubishi n'a communiqué que très peu de détails techniques, si ce n'est que cette cinquième génération devrait reprendre le châssis échelle du pick-up L200, également appelé Triton sur certains marchés. Un choix qui laisse présager un 4x4 robuste capable de crapaouter loin du bitume. Le L200 est déjà



équipé, sur la plupart des versions, d'une transmission intégrale, d'une gamme de rapports courts et d'un blocage de différentiel central. De bon augure donc pour le futur Pajero, qui devrait rester fidèle à la réputation de ses aînés.

Concernant les motorisations, rien n'a encore filtré. La plateforme et le positionnement du Pajero garantissent toutefois la

présence de moteurs thermiques, mais les informations concernant d'éventuelles versions hybrides simples ou hybrides rechargeables se font encore attendre. Le châssis échelle rend en revanche assez improbable l'arrivée d'une variante 100 % électrique. Le futur Pajero devrait cependant se montrer plus raffiné que le pick-up dont il dérive, avec des suspensions

spécifiques et un habitacle profondément revu.

Les vrais 4x4 reviennent-ils face aux SUV ?

Alors qu'on les pensait condamnés après la déferlante des SUV à partir des années 2000, les franchisseurs traditionnels semblent connaître un regain d'intérêt. Du moins sur les marchés où la fiscalité ne les rend pas totalement inaccessibles. On pense notamment à l'actuel Toyota Land Cruiser, rival historique du Mitsubishi, dont les ventes restent très limitées en France à cause d'un malus écologique qui atteint désormais 80 000 €, doublant pratiquement son prix d'achat.

Ce qui pénalise Toyota pourrait devenir une opportunité pour Mitsubishi si le Pajero bénéficie d'une version hybride rechargeable, par exemple en reprenant le groupe motopropulseur de l'Outlander. Une autre solution pour séduire un maximum de clients serait de proposer une gamme particulièrement étendue. En reprenant la plateforme du L200, disponible en simple ou double cabine, la porte n'est peut-être pas totalement fermée au retour d'une version courte à trois portes, en plus du modèle familial classique. Dans tous les cas l'apparition d'un modèle maison en Europe ne pourra faire que du bien à la marque dont quatre des cinq modèles distribués chez nous sont des Renault rebadgées. L'autre stratégie envisageable serait de viser les professionnels avec des variantes pouvant entrer dans la catégorie des utilitaires et ainsi bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse, à l'image de ce que propose déjà Ineos avec le Grenadier. Quoi qu'il en soit, rendez-vous est pris à l'automne 2026 pour découvrir en détail ce nouveau Pajero.

La future BMW i1, une bonne raison de revenir à cette formule qui vous a tant plu ?

Même si les fans espèrent ardemment le retour de la propulsion pour la BMW Série 1, ce qui serait plus que légitime, les deux premières moutures du modèle en avaient l'apanage sur le segment des berlines compactes premium, il ne faut pas prendre nos désirs pour une réalité. La stratégie de BMW aussi bien en matière de véhicule thermique qu'électrique ne pourra se permettre toutes les fantaisies, d'autant plus à ce niveau de gamme qui doit tout de même serrer les prix. Selon certaines rumeurs colportées sur la toile et dont il convient de se méfier, la future BMW Série 1 reviendrait à l'architecture propulsion qui fut sa particularité parmi les berlines compactes premium durant les deux premières générations du modèle, celles baptisées E81/E82 produites entre 2004 et 2013 et celles dénommées F20/F21 qui prirent la relève de 2011 à 2019 (voir notre galerie photo).

Mais attention, toujours d'après ces mêmes rumeurs, si propulsion il y a, ce ne serait que sur la version 100 % électrique, la BMW i1, qui viendrait rejoindre la BMW Série 1 thermique. Comme sa rivale Audi A3 Sportback, elle repoussera l'âge du départ à la



retraite en faisant durer le plaisir au catalogue. La BMW Série 1 thermique reposant toujours sur la base technique FAAR restera obligatoirement fidèle à l'architecture traction.

Quelle base technique pour la future BMW i1 ?

Autre interrogation, même si le P-DG de BMW, Oliver Zipse a déclaré lors de la révélation du BMW iX3 en septembre 2025 qui fut le premier jalon de la stratégie Neue Klasse, que cette dernière – qualifiée de révolu-

tionnaire – sera déclinée sur l'ensemble de la gamme, est-ce que la future BMW i1 profitera d'autant de friandises technologiques que les i3 et iX3 ? Pas sûr.

Car après avoir opéré les vérifications nécessaires, il apparaît que la feuille de route de la marque de Munich sera plutôt la suivante. Primo, l'actuelle BMW Série 1 connue en interne sous le code F70 lancée en 2024 – qui peu plus ou moins être considérée comme un restylage d'envergure de la génération précédente F40 arrivée en 2019 – restera



dans la gamme jusqu'en 2032. Ce qui permet à BMW de faire encore et toujours de la conquête face aux Mercedes Classe A et Audi A3 Sportback. Cette berline thermique qui devrait probablement profiter d'une indispensable hybridation à un moment donné pour que la marque à l'hélice juggle ses émissions carbone. Secundo, la Série 1 thermique sera épaulée, à partir de 2028, par la BMW i1 qui sera en résumé son alter-ego 100 % électrique. Cette dernière portera le code projet NBO

et sera censée faire carrière jusqu'en 2036. Toujours selon des sources proches du dossier, la BMW i1 ne reposera pas sur la base NAX Neue Klasse des iX3 et i3 mais sur celle dite NBx dédiée aux futurs modèles électriques d'entrée de gamme (i1 et i2) qui sera certes Neue Klasse mais de type traction. Aussi qu'il s'agisse de la BMW Série 1 ou de la BMW i1, les puristes ne sont pas près de revoir un véhicule propulsion, ils devront se faire une raison.

Mots fléchés

Transmission du patrimoine		A cet endroit		Nouveau disque		Lire bêtement		Ruses		Rattachant		Même rang qu'eux	
Produits de remplacement		Fautifs		Exposer pour la vente				Villa située à Tivoli				Bigarrera	
										École fondée par C. de Gaulle et M. Debré			
Moyen contraceptif s'il est interrompu					Mis bas	Service militaire dû par le vassal				Journal érotique			
Monnaie d'or			Vagabond							Résultat des 35 heures hebdomadaires			
			En Egypte antique, 'était un oiseau sacré										
Arrache les poils						Boissons exquis							
De couleur jaune pâle								Fameux fumeur				Vois	
								Colère passée					
Nervi						Morceau de choix				Euskadi Ta Askatasuna		Epice d'origine orientale	
Ignobles						Analyse d'une langue							
				Détention d'une part de capital	Le propre de l'Homme selon Rabelais		Enfiler un vêtement		Radio privée française		Fleuve italien		
											Poisson d'eau douce		
Points cardinaux			Mise en garde										
Durées													
			Prénom masculin					Pingre					
Opération boursière	Ladgeries	Vadrouil-lât						Péjorati-vement italien (nos excuses)		Prénom féminin			
		Pilastres carrés								Séjour à l'hôtel			
			Disposer de quelqu'un						Chevalier efféminé		Vient de rire		
											Cicatrice		
Lettres en croix					Sélection-neuses								
Possèdent													
			Tranquille et silencieux			Partie supérieure d'un bâtiment						Prisonnier	Habitante d'une cité en Grèce antique
Il garrule					Multitude								
Une section de la police nationale					Etat américain								
			Morpion			Jean-Philippe Hallyday		Pair					
			Charlot					Notre de musique					
Vilaine toile		Stations						Profon-dément ému					
								Maison en sapin					
						Partie molle				Bière anglaise			
										Ceinture jaune			
Couvre-chef		Suites de lettres initiales							Alliance atlantique				
		Zone citadine											
			Lac des Pyrénées			Très bonne note			Un présen-tateur radio et télé				
Ville de Toscane							Compère					Cube de jeu	

Premier contingent de pèlerins algériens de retour au pays

Le premier contingent de pèlerins algériens est rentré au pays, dimanche après-midi, en provenance des Lieux saints, après avoir accompli les rites du hadj au titre de la saison 1447 de l'Hégire/2026. A cette occasion, toutes les facilités indispensables ont été assurées par les services concernés à l'aéroport international Houari Boumediene, afin s'assurer le confort des hadjis et de les accueillir dans les meilleures conditions. Ce premier contingent, composé de 399 pèlerins, a bénéficié à son arrivée à l'aéroport, d'un accueil chaleureux de la part de leurs familles ainsi que des représentants des secteurs ayant contribué à l'organisation de l'opération du hadj.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 1^{er} juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite officielle au Sultanat d'Oman

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), entame, dimanche, une visite officielle au Sultanat d'Oman, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Sur invitation du Vice Amiral Abdallah Ben Khemis Ben Abdallah Al-Raïssi, Chef d'Etat-Major des Forces armées du Sultan d'Oman, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'ANP, entame une visite officielle au Sultanat d'Oman, à partir d'aujourd'hui dimanche 31 mai 2026", précise la même source. "Lors de cette visite, le Général d'Armée aura des entretiens avec les responsables omanais sur les voies et moyens du renforcement de la coopération militaire bilatérale", ajoute le communiqué du MDN.

JUSTICE

25 magistrates participeront à partir de lundi à Turin à une session de formation sur les compétences de leadership

Vingt-cinq (25) magistrates prendront part, à partir de lundi à Turin (Italie), à une session de formation sur les compétences de leadership, dans le cadre de la coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), indique dimanche un communiqué du ministère de la Justice.

Dans le cadre du projet de coopération entre le ministère de la Justice et le PNUD visant à accompagner le parcours professionnel des magistrates en Algérie, 25 magistrates et un cadre participeront à une session de formation sur les compétences de leadership, prévue du 1^{er} au 5 juin au Centre international de formation relevant de l'Organisation des Nations unies à Turin.

PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE EN AFRIQUE

L'Algérie arrive à la deuxième place

En Afrique, la production de pommes de terre a été évaluée à près de 34,2 millions de tonnes en 2024, d'après les données compilées par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce volume représente environ 9 % des 390,4 millions de tonnes produites dans le monde cette année-là. Parmi les grands producteurs, l'Algérie arrive à la deuxième place avec une récolte de près de 4,5 millions de tonnes de pommes de terre en 2024, d'après la FAO.

La filière occupe une superficie de plus de 135 000 hectares, ce qui en fait la culture maraîchère de plein champ la plus cultivée du pays. Les principales zones de production de pommes de terre en Algérie sont Mascara, Mostaganem, Aïn Defla, Bouira, Skikda et El-Oued. Contrairement à l'Égypte, la quasi-totalité de la production du tubercule ici est destinée à la consommation humaine sur le marché domestique. Le pays s'impose d'ailleurs comme le premier marché africain pour la pomme de terre, avec des achats évalués à plus de 100 000 tonnes par an, illustrant l'importance de cette denrée dans l'alimentation. D'après la FAO, ces pays sont les seuls sur le continent où la récolte de pommes de terre est égale ou supérieure à 2 millions de tonnes.

Quant à l'Égypte, le pays a récolté 8,08 millions de tonnes de pommes de terre en 2024, d'après la FAO, ce qui fait du pays des pharaons le principal producteur africain et le positionne dans le top 10 mondial.

Le tubercule occupe une superficie de près de 269 000 hectares, et est principalement cultivé dans les gouvernorats de Beheira, Gharbia, Menoufia et Sharkia, situés dans la région du delta du Nil.

Parce qu'elle est abordable et riche en glucides, la pomme de terre est largement utilisée dans les plats traditionnels faits



maison et dans la cuisine de rue, constituant un aliment de base pour des millions de foyers, mais aussi une culture de rente stratégique. L'Égypte s'impose en effet comme le 4^e exportateur mondial, derrière la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent que le pays d'Afrique du Nord a placé 1 million de tonnes de pommes de terre sur le marché mondial en 2025, ce qui représente moins de 15 % de sa production annuelle. Pour sa part, l'Éthiopie a produit environ 4,1 millions de tonnes de pommes de terre en 2024 sur près de 332 000 hectares, d'après la FAO. La culture du tubercule y est concentrée dans les régions des hauts plateaux d'Oromia, d'Amhara, de Sidama, du sud de l'Éthiopie et du Tigré. L'offre locale est principalement orientée vers le marché domestique, où la demande est stimulée depuis quelques années par l'urbanisation et le changement des habitudes alimentaires qui privilégient de plus en plus les produits transformés (frites surgelées, chips).

La filière est très peu orientée vers l'exportation. Les données compilées sur Trade Map montrent par exemple que le pays

des négus a exporté moins de 70 000 tonnes de pommes de terre par an sur les 5 dernières années, ce qui représente moins de 2 % de la production annuelle. Par ailleurs, la première économie d'Afrique australe a produit 2,6 millions de tonnes de pommes de terre en 2024, couvrant une superficie estimée à près de 70 000 hectares seulement. Les importants investissements dans les grandes fermes commerciales du pays utilisant l'irrigation et la performance de l'industrie semencière ont boosté la production du tubercule au cours de la dernière décennie. Comme en Égypte, la filière joue aussi bien un rôle stratégique dans la sécurité alimentaire que comme source de recettes d'exportation.

L'Afrique du Sud se classe d'ailleurs comme le deuxième exportateur africain de pommes de terre après le pays des pharaons. Les données Trade Map montrent que la nation arc-en-ciel a placé plus de 170 000 tonnes de ce tubercule par an sur le marché international, au cours des 5 dernières années. Des réponses plus intelligentes, le chargement de fichiers et d'images, et bien plus encore.

Synthèse R E.

LUTTE CONTRE LE TABAGISME

Le ministère de la santé poursuit la mise en œuvre de la stratégie nationale multisectorielle

Le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Djamel Fourar, a souligné, dimanche à Sétif, en ouverture d'une journée d'étude organisée dans le cadre de la Journée mondiale sans tabac, que le ministère de la Santé poursuit la mise en œuvre de la stratégie nationale multisectorielle de lutte contre le tabagisme.

Le responsable a précisé, lors de cette rencontre organisée au Musée public national de Sétif, en présence de la commission d'experts chargée de la lutte contre le tabac et de professionnels du secteur de la santé, que cette stratégie "s'articule autour de plusieurs axes".

Il a cité, dans ce cadre, le renforcement du cadre réglementaire et législatif à travers le soutien des textes juridiques relatifs à l'interdiction de fumer dans les lieux publics, le renforcement des avertisse-

ments sanitaires sur les paquets de tabac, l'interdiction de la vente de produits du tabac aux mineurs, le renforcement de la surveillance de la publicité et du marketing indirect vantant le tabac, et l'organisation de campagnes de sensibilisation en partenariat avec divers secteurs et les acteurs de la société civile pour aider au sevrage tabagique.

M. Fourar a également indiqué que la consommation de tabac, sous toutes ses formes, est "aujourd'hui l'une des plus importantes menaces pour la santé, l'économie, la société et l'environnement dans le monde, les estimations internationales indiquant que le tabac cause chaque année plus de 8 millions de décès, dont plus d'un million sont liés au tabagisme passif".

Il a affirmé, à ce propos, que ce phénomène "constitue un véritable défi pour la santé publique en Algérie, notamment

avec l'augmentation, parmi les jeunes, de la consommation de cigarettes électroniques et de produits nicotinés". Selon le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé, "l'Algérie, fidèle à ses engagements internationaux, est l'un des premiers pays africains à avoir ratifié, en 2006, la Convention-cadre pour la lutte antitabac de l'Organisation mondiale de la santé, ce qui lui permet de renforcer son arsenal juridique et réglementaire dans ce domaine".

M. Fourar a ajouté, à cette occasion, que le slogan de la Journée mondiale sans tabac 2026, à savoir "Démasquons les tactiques de séduction-luttons contre la dépendance à l'égard du tabac et contre l'addiction nicotinique" reflète clairement l'ampleur des nouveaux défis auxquels sont confrontées les organisations de santé publique à travers le monde, en raison notamment de la propagation crois-

sante des nouveaux produits du tabac et de la nicotine et des campagnes de marketing trompeuses qui ciblent les jeunes et les adolescents.

La séance d'ouverture de cette journée d'étude, qui a réuni près de 200 praticiens de santé publique venus de 7 wilayas du pays, a donné lieu à des interventions d'experts, dont Pr Houria Houichet, spécialiste des maladies respiratoires et experte dans le domaine, qui a abordé les efforts de l'Etat pour lutter contre le phénomène du tabagisme, notamment en ce qui concerne le renforcement des mesures législatives.

Dr Kamel Ait Boubli, spécialiste en épidémiologie et médecine préventive au ministère de la Santé, a également évoqué les mesures prises pour lutter contre le phénomène du tabagisme en Algérie.

APS